

Littératie financière chez les étudiants à faible revenu : Analyse documentaire et du contexte

Rapport préparé par Marc Frenette, Jennifer Robson et la Société de recherche sociale appliquée
pour le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur



Conseil ontarien
de la qualité de
l'enseignement supérieur

Avertissement :

Les opinions exprimées dans ce rapport de recherche sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou les politiques officielles du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur ou d'autres agences ou organismes qui ont offert leur soutien, financier ou autre, à ce projet.

Se référer au présent document comme suit :

Frenette, M., Robson, J. et la Société de recherche sociale appliquée (2011). *Littérature financière chez les étudiants à faible revenu : Analyse documentaire et du contexte*. Toronto : Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur.

Publié par :

Le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur

1, rue Yonge, bureau 2402
Toronto (Ontario) Canada M5E 1E5
Téléphone : 416 212-3893
Télécopieur : 416 212-3899
Site Web : www.heqco.ca
Courriel : info@heqco.ca

Sommaire

Le principal objectif de la présente étude consiste à faire ressortir l'état des connaissances sur le rôle que joue la littératie financière en tant qu'obstacle complexe à la poursuite d'études postsecondaires.¹ À cette fin, le rapport contient une analyse documentaire des études ainsi qu'une analyse contextuelle des programmes et initiatives dans ce domaine.

Lorsque c'était possible, la présente étude s'est penchée sur les élèves à faible revenu des écoles secondaires et sur les décisions qu'ils prennent relativement à la poursuite d'études postsecondaires. Dans ce contexte idéal, la littératie financière sera définie comme la connaissance de tous les coûts, les avantages et l'aide disponible associés à l'éducation postsecondaire. Dans la réalité, il n'existe que peu d'études et de programmes qui correspondent à ce profil idéal. Toutefois, nous avons relevé quelques recherches qui présentent une bonne partie de ces caractéristiques. Plus précisément, nous avons passé en revue et analysé 21 études et 34 programmes connexes. Bien que la plupart de ces études et programmes soient canadiens, nous avons également élargi la portée de notre travail pour y inclure des pays ayant un système d'éducation postsecondaire similaire à celui du Canada (p. ex., les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Notre analyse documentaire, qui s'attarde à des données provenant du Canada et des États-Unis, a permis de faire d'importants constats. D'abord, le coût de l'éducation postsecondaire est fortement surestimé par le public en général et les jeunes à faible revenu en particulier. En revanche, les avantages économiques des études universitaires sont généralement sous-estimés (tant dans les foyers à faible revenu que dans ceux à revenu élevé). Toutefois, étant donné le manque de données probantes dans ce domaine, on n'a pas pu clairement établir dans quelle mesure la connaissance des coûts et avantages contribue à la poursuite des études postsecondaires.

Bien que la connaissance de l'aide financière offerte aux étudiants ne constitue pas nécessairement un problème en soi, il semble qu'elle soit limitée. Cette situation est peut-être liée à la complexité de l'aide financière aux étudiants, qui n'est pas seulement coûteuse, mais peut également représenter un obstacle pour certains étudiants.

Une proportion non négligeable d'élèves est réticente à s'endetter, ce qui les prive d'occasions de profiter de bourses lorsqu'elles sont jumelées à un prêt étudiant optionnel. Cette situation survient même lorsque les étudiants ont la possibilité de refuser les prêts ou de les investir et de les rembourser sans intérêt.

La recherche indique également que l'aide apportée aux étudiants pour remplir les formulaires d'inscription aux études postsecondaires ou les demandes d'aide financière a un effet considérable sur le taux d'inscription et d'admission. Par contre,

¹ Dans le cadre de cette étude, le terme « postsecondaire » désigne l'ensemble des universités, collèges, écoles de métiers, etc.

n'offrir que des informations aux étudiants (sans les aider à remplir les formulaires) ne suffit généralement pas à modifier les comportements.

Enfin, une fois à l'université, la majorité des étudiants de premier cycle se conforment à un budget et paient régulièrement le solde total de leur carte de crédit tous les mois. Ce phénomène indique un certain degré de connaissance et de maîtrise de leur situation financière, ce qui pourrait les aider à rembourser leurs prêts à temps et à éviter les défauts de paiement.

On a également pu dégager certains constats de l'analyse du contexte, qui s'est attardée à des programmes du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. D'abord et avant tout, il apparaît clairement qu'il n'existe actuellement aucune initiative identifiable dont le seul but est d'aborder les lacunes en matière de littératie financière chez les jeunes à faible revenu afin d'accroître leur participation aux études postsecondaires. Plusieurs initiatives offrent aux jeunes de l'information ou de l'éducation relative à la littératie financière. Parmi elles, certaines utilisent les décisions financières liées à l'éducation comme exemples d'apprentissage pertinents pour les jeunes du niveau secondaire. Toutefois, beaucoup d'autres programmes offrent des informations plus générales, voire génériques, notamment sur l'établissement d'un budget, l'utilisation du crédit ou les droits des consommateurs. Presque toutes les initiatives exclusivement axées sur la littératie financière ciblent l'ensemble des jeunes, souvent l'entremise de cours offerts dans le système d'éducation publique, plutôt que de viser exclusivement les jeunes à faible revenu ou autrement vulnérables, qui peuvent faire face à des réalités très différentes de celles de leurs pairs bénéficiant de revenus moyens ou élevés en ce qui concerne les ressources financières, les habitudes, les priorités et même la fidélité aux services financiers traditionnels au sein de leur foyer.

Un petit nombre d'initiatives seulement visent directement les jeunes à faible revenu. Ces interventions se distinguent par l'adoption d'une approche intensive et à plusieurs volets. Chacun de ces programmes combine de l'information, de l'éducation ou des conseils en matière de littératie financière ainsi qu'un incitatif financier et un important d'encadrement individuel grâce au mentorat ou à la gestion de cas offert par un organisme communautaire. Des études précédentes ont montré qu'au moment d'obtenir de l'aide en matière de littératie financière, les adultes à faible revenu préfèrent des services plus humains et personnalisés fournis par des organismes communautaires de confiance plutôt que ceux proposés par des fournisseurs traditionnels (comme les conseillers financiers des banques ou des firmes d'investissement), ou encore des options libre-service telles que des sites Web ou des modules d'apprentissage en ligne. Il est donc possible que les jeunes provenant de foyers à faible revenu préfèrent eux aussi recourir à des services plus humains pour accroître leur littératie financière et que ces organismes communautaires évaluent de façon précise les besoins et préférences de leurs clients et y répondent adéquatement. La recherche laisse toutefois entendre que, parmi les adultes, l'ajout d'un volet d'éducation financière n'a que peu ou pas d'influence sur les résultats en ce qui a trait aux études postsecondaires lorsqu'un incitatif financier est déjà proposé.

L'étude se termine par un examen des prochaines étapes nécessaires à l'accroissement de nos connaissances sur le rôle que joue la littératie financière en

tant qu'obstacle complexe à la poursuite d'études postsecondaires chez les étudiants à faible revenu. Tout d'abord, nous savons que la diffusion d'informations sur le financement des études postsecondaires n'est pas suffisante pour changer les comportements. Cependant, cette conclusion est tirée d'études sur des initiatives mises en œuvre en 12^e année. Si la diffusion d'informations à propos des coûts, des avantages et de l'aide financière aux étudiants influence non seulement la décision de poursuivre des études postsecondaires, mais également les efforts scolaires des étudiants (dans le but d'être admis), alors il est peut-être trop tard en 12^e année. Cela pourrait expliquer pourquoi les études existantes ont conclu que ce type d'initiatives était généralement inefficace. Ainsi, il pourrait être très judicieux d'évaluer la prestation de tels programmes plus tôt (c.-à.d. plus tôt à l'école secondaire). Ensuite, étant donné l'importante réticence à l'endettement soulignée dans l'étude, il pourrait être préférable de « déjumeler » les bourses des prêts étudiants remboursables. Une des solutions consisterait à permettre aux étudiants de refuser les prêts étudiants en cochant une case au début du formulaire de demande d'aide financière. Cependant, on ignore pour l'instant si cette approche serait efficace. Bien que cette formule puisse aider certains étudiants à recevoir des bourses non remboursables, elle pourrait également dissuader d'autres étudiants réfractaires à l'endettement de demander des prêts dont ils pourraient en réalité bénéficier. Par conséquent, il serait judicieux de tester cette approche avant d'aller de l'avant.

En ce qui concerne la prestation des programmes existants en littératie financière, il apparaît clairement que l'investissement en capital humain ne représente pas l'objectif principal des responsables de ces programmes, malgré le fait que l'éducation constitue pour bon nombre de personnes un des plus importants investissements de leur vie. Les programmes actuels se fondent sur des investissements financiers plus traditionnels (p. ex., fonds commun de placement, actions, obligations, etc.). L'intégration de la poursuite des études postsecondaires en tant qu'objectif clé des programmes actuels repose peut-être sur la capacité des intervenants du milieu postsecondaire à faire ressortir l'importance du capital humain dans le portefeuille global des investissements. En outre, on ne sait pas si les programmes existants font une différence dans la vie de leurs clients. Dans leur état actuel, on peut savoir ou non ce qui est arrivé aux participants, mais il est certain que nous ignorons ce qui serait survenu en l'absence de ces programmes. Avant de mettre en œuvre de nouveaux programmes qui intègrent la littératie financière liée aux études postsecondaires, il serait important de les tester dans le cadre d'une étude pilote afin d'en découvrir les coûts et avantages.

Introduction

Le principal objectif de la présente étude consiste à faire ressortir l'état des connaissances en matière de littératie financière pour déterminer dans quelle mesure elle peut se révéler un obstacle complexe à la poursuite d'études postsecondaires. L'étude est divisée en deux volets. Elle proposera d'abord une analyse documentaire des études existantes dans ce domaine, puis fournira une analyse du contexte des programmes et initiatives existants.

Idéalement, l'étude se penchera sur les élèves du secondaire à faible revenu. Par conséquent, notre définition de la littératie financière se limitera autant que possible

aux seuls aspects concernant la décision de poursuivre des études postsecondaires. Ces aspects comprennent la compréhension des coûts et avantages de l'éducation postsecondaire, la connaissance des possibilités d'aide financière aux étudiants, la tolérance au risque, la réticence à l'endettement, etc. Dans la mesure du possible, nous mettrons également l'accent sur les études et programmes canadiens. En réalité, la littérature et les programmes dans ce domaine sont beaucoup plus avancés aux États-Unis. Lorsque des études ou programmes d'autres pays sont particulièrement instructifs, nous en tiendrons également compte dans le cadre de notre analyse. À cet effet, la préférence sera donnée aux pays ayant un système d'éducation postsecondaire similaire à celui du Canada (c.-à-d. les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

La suite du rapport est répartie comme suit : la section 2 présente l'analyse documentaire et la section 3, l'analyse du contexte. Dans la dernière section, soit la section 4, nous formulerons des recommandations pour améliorer notre connaissance du rôle de la littératie financière en tant qu'obstacle complexe à la poursuite d'études postsecondaires chez les élèves à faible revenu.

Analyse documentaire

Introduction

Le principal objectif de la présente analyse documentaire consiste à résumer et à analyser les données existantes sur la littératie financière en tant qu'obstacle à la poursuite d'études postsecondaires, en particulier chez les élèves du secondaire à faible revenu. Nos recherches nous ont enseigné deux choses. D'abord, la documentation sur la littératie financière en général n'est pas très abondante. Bien que la littératie financière ait fait l'objet de recherches en économie domestique et d'études de consommation, ce sujet n'a que récemment retenu l'attention des sciences sociales en général. La récente crise économique mondiale peut certainement avoir contribué à l'intérêt croissant porté à ce domaine. Ensuite, parmi les études existantes en matière de littératie financière, seul un très petit nombre prennent en compte l'investissement en capital humain. La grande majorité des recherches abordent les connaissances des consommateurs et des investisseurs relativement à l'établissement d'un budget, à la diversification du risque, au calcul des taux d'intérêt, etc. L'éducation supérieure est sans aucun doute l'un des plus importants investissements effectués dans le cours d'une vie. Il semble donc paradoxal que si peu d'études soient consacrées à ce sujet.

Heureusement, le vent a commencé à tourner et le thème global de l'accès aux études postsecondaires s'est étendu aux secteurs de l'économie, des études en éducation et de la sociologie. Les chercheurs de ces disciplines ont adopté divers modèles théoriques pour en apprendre davantage sur la façon dont les jeunes accèdent à l'éducation supérieure. Les économistes s'appuient sur la théorie du capital humain, selon laquelle les personnes décident de poursuivre des études postsecondaires si le rendement actualisé net au cours de leur vie (les avantages moins les coûts, y compris le manque à gagner en matière de revenus durant les études) est positif. Autrement dit, les gens choisissent d'investir dans l'éducation supérieure si c'est payant de le faire. De leur côté, les chercheurs en éducation adoptent souvent une approche par

étapes, qui prévoit que les élèves doivent franchir diverses étapes avant même d'être en mesure d'envisager des études postsecondaires (p. ex., vouloir faire des études, recueillir les informations pertinentes, évaluer les options, etc.). Enfin, pour les sociologues, l'éducation supérieure constitue généralement un moyen d'accéder à un statut socioéconomique plus élevé. Des études dans ces trois domaines nous en ont beaucoup appris à propos des facteurs nécessaires à la poursuite des études postsecondaires.

Nous ne passerons pas en revue l'ensemble de la littérature portant sur l'accès à l'éducation postsecondaire; toutefois, il est utile de mentionner que certains facteurs précoces tels que les dispositions et aspirations scolaires, ainsi que les influences parentales, comme le niveau de scolarisation et les attentes, semblent jouer un rôle prépondérant. Il s'agit d'un thème très actuel faisant l'objet de nombre de débats et de recherches. On ne comprend pas encore exactement de quelle façon ces facteurs précoces influencent la prise de décisions à propos de la poursuite d'études postsecondaires. Il est possible que les dispositions de l'enfant, ainsi que le parcours scolaire des parents, influencent le niveau de connaissance que l'élève acquiert au sujet des coûts et avantages des études postsecondaires. De plus, cette connaissance peut à son tour influencer les aspirations de l'élève et les attentes des parents relativement aux perspectives de l'enfant sur le plan des études supérieures. La connaissance des coûts et avantages des études postsecondaires représente une forme de littératie financière et constituera, en fait, le thème principal de notre analyse documentaire.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons relevé quatre types de résultats dans la documentation consultée. Le premier s'attarde au niveau de littératie financière parmi les étudiants : leur connaissance des coûts et avantages des études postsecondaires et des possibilités d'aide financière aux études de même que leur niveau de réticence à l'endettement. Comme il se doit, ces études insistent souvent sur les différences relatives aux revenus des parents. Le second type de résultats porte sur le lien entre la littératie financière et la poursuite (ou l'intention de poursuivre) des études postsecondaires. Une troisième catégorie de résultats montre de quelle façon la littératie financière peut être améliorée et comment elle peut influencer la participation aux études postsecondaires. Enfin, le dernier type concerne les habitudes des étudiants qui font des études postsecondaires relativement à l'établissement d'un budget et l'utilisation des cartes de crédit.

Les prochaines sections décrivent notre méthodologie. Elles seront suivies par les résultats de notre recherche, dont une description et une analyse détaillées des études pertinentes. Nous résumerons et analyserons ensuite les constats issus de notre analyse documentaire et cernerons les lacunes dans le corpus documentaire.

Méthodologie

Selon Cooper (1998), le progrès en matière de recherche ne peut être réalisé qu'en prenant en compte les contributions antérieures dans le domaine étudié. Procéder à une analyse documentaire exhaustive et pertinente (ou synthèse de la recherche) est

le moyen le plus efficace pour empêcher les chercheurs, qui travaillent souvent en vase clos, de répéter les erreurs de leurs prédécesseurs.

Cooper propose un modèle en cinq étapes pour le processus de synthèse, modèle qui est maintenant généralement accepté par les spécialistes de la méthodologie des sciences sociales. Avant d'aller de l'avant avec la recherche elle-même, la question à explorer doit être posée. En ce qui nous concerne, nous désirons obtenir des informations sur la littératie financière des étudiants à faible revenu et la poursuite des études postsecondaires. Les cinq étapes subséquentes sont :

1. Énoncé du problème (quel type de données devraient être comprises dans l'analyse?)
2. Collecte des données (quelles méthodes utiliser pour recueillir les informations pertinentes?)
3. Évaluation des données (quelles informations doivent être conservées?)
4. Analyse et interprétation (synthèse des études valides retenues)
5. Présentation au public (présentation des résultats retenus dans le rapport final)

Bien que ces étapes reflètent les principales caractéristiques d'une analyse documentaire efficace, nous sommes d'avis que ce modèle n'insiste pas suffisamment sur la compréhension des différences entre les résultats des diverses études, un point qui pourrait être intégré à l'étape 4. Notre analyse documentaire respecte en gros ces étapes, mais elle est plus critique et riche en informations.

Résultats

Dans le cadre de notre analyse, nous avons relevé 21 études pertinentes, dont la liste est fournie à l'Annexe A. Le tableau qu'on y retrouve résume les caractéristiques clés des études retenues, notamment la question à explorer, la méthode, les données, la taille de l'échantillon, le pays, la population ainsi que les résultats de chaque étude. Au cours de notre examen, nous ferons référence aux études de ce tableau. Comme la plupart de ces études ont été réalisées aux États-Unis. Ainsi, nous allons généralement aborder chaque thème traité en mentionnant d'abord les données des États-Unis, puis présenter les données canadiennes, le cas échéant. Dans le texte qui suit, nous avons divisé les études selon les thèmes traités, qui sont indiqués par des sous-titres.

Perception des coûts et avantages des études postsecondaires

Règle générale, les recherches américaines indiquent que la perception des coûts des études postsecondaires est plus élevée que ce qu'ils sont en réalité. Horn, Chen et Chapman (2003) ont examiné les données de sondages effectués auprès d'élèves du secondaire devant poursuivre des études postsecondaires (c.-à-d., ayant l'intention de le faire et dont les parents s'attendaient à ce qu'ils le fassent). Les sondages Parent and Youth (parents et jeunes) du Household Education Surveys Program de 1999 constituent une enquête représentative à l'échelle nationale qui porte sur un échantillon total de 7 285 foyers et dont le taux de réponse est assez élevé (65 % chez

les parents et 56 % chez les jeunes). Ils ont révélé que les élèves de 11^e et 12^e année surestiment le coût des études collégiales en moyenne de 340 %, ainsi que le coût des études universitaires, mais dans une proportion beaucoup plus faible (65 % pour les établissements publics et 12 % pour les établissements privés). On pourrait avancer que l'estimation beaucoup plus juste des coûts des établissements plus onéreux est attribuable au fait que leurs coûts sont plus susceptibles d'être évoqués dans les médias populaires. Les chercheurs ont également découvert que, règle générale, les parents surestiment ces coûts dans des proportions similaires à celle des jeunes.

Ikenberry et Hartle (2000) ont posé la même question dans le cadre d'un sondage (effectué par la firme KRC Research and Consulting) s'adressant à la population en général. Bien que l'échantillon soit plus modeste (850 personnes) et que le sondage ait été réalisé par une firme privée (dans ce cas, on s'attend à un taux de réponse plus faible), les auteurs sont parvenus aux mêmes conclusions globales. Le public surestime les coûts annuels de la fréquentation d'un collège de 82 %, comparativement à 53 % pour une université publique et à 25 % pour une université privée.

Horn et coll. (2003) laissent également entendre que les étudiants à faible revenu sont moins aptes à estimer « correctement » les coûts des études postsecondaires (une différence de 25 %) comparativement aux étudiants à revenu élevé. On définit un foyer à faible revenu comme ayant un revenu de moins de 25 000 \$, alors qu'un foyer à revenu élevé dispose d'un revenu de plus de 75 000 \$. Après avoir pris en compte les différences relatives au type d'établissement visé, les interactions avec les parents et les enseignants, le niveau de scolarisation des parents et la langue parlée par les parents à la maison, l'étude a montré que les étudiants provenant de foyers à faible revenu avaient 24 % de moins de chances d'estimer correctement les coûts de l'éducation supérieure que les étudiants des foyers à revenu élevé.² Les parents à faible revenu avaient pour leur part 42 % moins de chances d'estimer adéquatement ces coûts comparativement aux parents à revenu élevé.

Usher (2005) a présenté des données descriptives canadiennes sur cette question. Il a utilisé les données d'un sondage effectué par Ipsos-Reid (une firme de recherche privée) auprès d'un échantillon de 1 055 personnes dont le taux de réponse n'est pas indiqué. Les données ont été pondérées de façon à être représentatives de la répartition de la population canadienne selon la région de résidence, l'âge et le sexe. Toutefois, cette façon de faire est inefficace pour corriger un possible biais dans la sélection de l'échantillon. Le problème, c'est que les foyers qui répondent au sondage diffèrent de ceux qui n'y répondent pas de façon directement proportionnelle à la mesure de l'intérêt. Dans le cas qui nous occupe, nous sommes intéressés par la perception des coûts des études postsecondaires. Les personnes qui ne sont pas intéressées à poursuivre des études supérieures (et, par conséquent, qui sont moins

² Cela signifie que le rapport de cotes (la probabilité d'estimer correctement les coûts divisée par la probabilité de ne pas les estimer correctement) est de 24 % moins élevé chez les étudiants à faible revenu. Malheureusement, l'interprétation des rapports de cotes est loin d'être idéale. Les auteurs indiquent qu'au total, 16,3 % des élèves de la 6^e à la 12^e année ont correctement estimé les coûts. Dans ce cas précis, une réduction de 24 % du rapport de cotes correspondrait à une proportion de 13 % d'élèves pouvant adéquatement estimer les coûts.

susceptibles d'en connaître les coûts) sont peut-être moins enclines à répondre à un sondage sur cette question. Ainsi, il se pourrait que les sondages avec de faibles taux de réponse omettent de manière disproportionnée les personnes possédant peu de connaissance des coûts, et que les études fondées sur ces sondages sous-estiment en réalité l'étendue de la perception erronée des coûts. Cette question n'est pas banale puisque Usher a trouvé des données indiquant une surestimation considérable des coûts des études universitaires (il ne s'est pas penché sur les coûts des études collégiales), en particulier parmi les familles à faible revenu. L'adulte adulte moyen d'une famille à faible revenu surestime les droits de scolarité universitaires de 82 %, comparativement à seulement 33 % chez l'adulte moyen d'une famille à revenu élevé.

Usher a également examiné la connaissance des avantages économiques liés à l'obtention d'un diplôme universitaire (après que les répondants aient été informés des revenus moyens des diplômés du secondaire au Canada). Sur ce point, les Canadiens sous-estiment généralement la valeur d'un diplôme universitaire. Toutefois, une telle connaissance est plus ou moins indépendante du revenu. En moyenne, les adultes des familles à faible revenu sous-estiment de 36 % les revenus annuels moyens d'un diplômé universitaire, comparativement à 33 % pour les adultes des familles à revenu élevé. Usher a poussé plus loin l'examen à propos des coûts et avantages et a conclu qu'en moyenne, elles croient que sur une carrière de 35 ans, un diplôme universitaire procure un rendement net négatif (dans l'hypothèse d'un taux d'actualisation de 5 %).³ Toutefois, on ne sait pas clairement si les familles à faible revenu considèrent en réalité l'université comme un mauvais investissement, puisque neuf répondants sur 10 ont affirmé croire qu'un diplôme universitaire était un bon investissement à long terme (une proportion qui ne varie pas beaucoup selon le revenu). Bien qu'il soit possible que les familles à faible revenu accordent de l'importance à l'éducation universitaire pour des raisons non financières (p. ex., pour obtenir un « travail de bureau », tel que le suggère Usher), il se pourrait également qu'elles aient de la difficulté à évaluer le rendement au cours d'une vie en s'appuyant sur leur propre estimation des coûts et avantages annuels. Cela constituerait en soi une forme de littératie financière. Il est toutefois impossible de déterminer quelle explication est la bonne.

Influence de la perception des coûts et avantages des études postsecondaires sur la fréquentation postsecondaire

La connaissance des coûts ou des avantages exerce-t-elle une influence sur la décision de poursuivre des études postsecondaires? Nous avons recensé trois études traitant de ce thème. La première, réalisée aux États-Unis, date quelque peu et n'examine que l'influence de la perception de la connaissance des coûts sur la fréquentation postsecondaire (Ekstrom, 1992). Malheureusement, la chercheuse/l'auteure n'a pas défini la façon de mesurer la « connaissance des coûts » dans le cadre de l'étude. Recourant aux données du sondage High School and Beyond Survey des États-Unis, qui porte sur 7 213 élèves du deuxième cycle du secondaire qui font l'objet d'un suivi jusqu'à l'âge auquel on accède habituellement à l'éducation

³ Le taux d'actualisation sert à comparer la valeur d'un dollar dans l'avenir à sa valeur actuelle. Il existe au moins deux raisons d'y recourir. Premièrement, un dollar gagné maintenant peut être investi et rapporter de l'intérêt ou acquérir une plus-value. Deuxièmement, les gens préfèrent souvent avoir de l'argent dans l'immédiat en raison de leur préférence temporelle.

postsecondaire, l'étude a constaté que la connaissance des coûts (peu importe la définition de cette expression) n'est pas associée à la fréquentation postsecondaire en général, mais est par contre liée à une hausse de huit points de pourcentage de la probabilité de s'inscrire à l'université. Ces estimations se fondent sur un modèle de probabilité linéaire de l'inscription aux études postsecondaires, qui comprend l'ensemble usuel des variables de contrôle (sexe, statut socioéconomique, ethnicité, résultats aux tests normalisés, facteurs psychologiques, aspirations, pression des parents, pairs, enseignants et conseillers, etc.).

Les deux autres études ont été réalisées au Canada. D'abord, l'Acumen Research Group (2008) a effectué un sondage auprès d'élèves de 12^e année à London, en Ontario, lequel comportait plusieurs questions sur leurs attitudes envers les coûts et avantages de l'éducation postsecondaire. Bien que certaines questions étaient liées au rendement financier, d'autres portaient sur les avantages non pécuniaires, la réticence à l'endettement et l'angoisse identitaire. De ce fait, la perception de ces élèves relative à la mesure du rendement est très difficile à interpréter. Il est également difficile de l'interpréter statistiquement car il s'agit d'une mesure d'échelle. À partir de l'échantillon de 711 élèves qu'ils ont été en mesure de suivre (73 % de l'échantillon de départ composé d'élèves de 12^e année – le taux de réponse initial n'est pas indiqué), les auteurs n'ont trouvé aucun lien entre leur mesure de la perception du rendement net et la poursuite d'études postsecondaires. Cependant, la perception du rendement net des études postsecondaires est associée de façon positive à la fréquentation universitaire (une augmentation d'une unité sur l'échelle correspond à une augmentation de 4 % des chances de fréquenter l'université). Aucun résultat en fonction des revenus parentaux n'est disponible.

L'autre étude canadienne n'est que vaguement liée à l'influence des coûts sur la fréquentation postsecondaire. Palameta et Voyer (2010) proposent des données sur ce sujet à partir d'une expérience de laboratoire. L'objectif principal de l'étude consistait à évaluer l'influence du coût de l'aide financière aux étudiants sur la demande d'aide financière. Dans le cadre de l'expérience, on a demandé à 1 208 participants (des élèves de la dernière année du secondaire ou de la première année du cégep de 12 écoles participantes dans quatre provinces) de prendre une série de décisions importantes visant à choisir entre des prêts et bourses pour l'éducation postsecondaire ou de l'argent versé sur-le-champ. Le coût de l'éducation postsecondaire a été calculé à partir des montants d'argent auxquels les participants devaient renoncer lorsqu'ils optaient pour diverses combinaisons de prêts et bourses. Les coûts étaient exprimés en pourcentage de la valeur en dollars de l'aide financière.⁴ Il s'agissait de décisions importantes parce que les participants étaient informés à l'avance qu'un de leurs choix serait sélectionné au hasard et respecté. Cette mesure les a incités à révéler leurs véritables préférences.

Cette étude n'est qu'indirectement liée à la nôtre puisqu'elle ne prend pas en compte la fréquentation postsecondaire, mais seulement la demande à l'égard des diverses formes d'aide financière aux étudiants (prêts ou bourses). En outre, la mesure des

⁴ Une bourse représentait une réduction immédiate du coût des études postsecondaires, alors que la valeur en dollars d'un prêt était obtenue en tenant compte de sa valeur subventionnée (c.-à-d., aucun intérêt durant les études postsecondaires plus six mois d'exemption d'intérêts).

coûts est indirectement liée à l'éducation postsecondaire. En substance, le montant d'argent versé représente le coût de la renonciation à l'aide financière. Cela est analogue au coût de renonciation associé à la poursuite d'études postsecondaires – les gains supplémentaires que les étudiants pourraient avoir obtenus s'ils n'avaient pas entrepris d'études supérieures.

Ce que dévoile cette étude, c'est qu'en général les étudiants à faible revenu sont plus sensibles aux coûts que les étudiants à revenu élevé. Une augmentation de 10 points de pourcentage du coût est associée à une diminution de 3,6 points de pourcentage de la demande d'aide financière chez les étudiants à faible revenu.

On ne sait pas vraiment s'il faut conclure que les étudiants à faible revenu seraient plus sensibles à une augmentation du prix de renonciation à l'éducation postsecondaire (p. ex., une augmentation de leur salaire). Les résultats sont toutefois conformes à cette hypothèse.

Connaissance de l'aide financière aux étudiants

La connaissance des possibilités d'aide financière est un important facteur dans la perception des coûts des études postsecondaires. D'une manière générale, l'aide financière vise deux objectifs : d'une part, remédier au manque de liquidités en fournissant aux étudiants de l'argent pour payer les frais de scolarité et d'autres factures, que ce soit sous forme de prêts, de bourses non remboursables ou de bourses d'études et, d'autre part, réduire le fardeau de l'endettement étudiant en offrant un nombre relativement plus élevé de bourses non remboursables plutôt que des prêts. La connaissance de l'aide financière pourrait aider les étudiants à assumer les coûts de leurs études postsecondaires en les rendant plus conscients des liquidités offertes, ou encore augmenter le rendement net à vie perçu si de l'aide financière non remboursable est offerte.

Dans le cadre de notre analyse documentaire, nous avons constaté qu'en général les étudiants connaissent mal les services d'aide financière qui leur sont offerts. Moins de la moitié (47 %) de la population en général affirme « très bien » ou « assez bien » savoir comment obtenir de l'aide financière pour l'éducation postsecondaire aux États-Unis (Ikenberry et Hartle, 2000). Olson et Rosenfeld (1984), utilisant la section consacrée aux parents du sondage High School and Beyond Survey des États-Unis, ont examiné les réponses de 6 564 parents d'élèves de la deuxième et de la dernière année du secondaire. Ils ont découvert que le revenu des parents influence peu ou pas du tout la connaissance des mécanismes d'aide financière aux études, après avoir tenu compte du niveau de scolarisation des parents (qui joue un rôle positif relativement à cette connaissance). Ce résultat doit toutefois être considéré avec une certaine réserve. L'absence de lien entre le revenu et la connaissance de l'aide financière pourrait s'expliquer par le fait que l'aide financière est destinée aux familles à faible revenu, qui pourraient donc avoir davantage besoin d'y être sensibilisées. Autrement dit, l'absence d'une relation négative entre le revenu et la connaissance de l'aide financière peut porter à croire que les familles à faible revenu n'en connaissent pas autant qu'elles le devraient à ce sujet.

Pourquoi la connaissance de l'aide financière est-elle si faible? Il se pourrait que ce phénomène soit lié à la complexité du système lui-même, et notamment du processus de demande. C'est la conclusion à laquelle est parvenue une étude américaine réalisée par Dynarski et Scott-Clayton (2008). Les auteurs ont analysé les formulaires de demande de sources traditionnelles d'aide financière aux États-Unis (les bourses Pell et les prêts Stafford), et les ont jugés aussi complexes (ou même plus complexes) que les formulaires de déclaration de revenus. En recourant à une approche axée sur la simulation à l'aide du sondage National Postsecondary Aid Survey, ils ont découvert que les services d'aide financière pouvaient atteindre leur objectif d'orienter l'aide vers ceux qui en ont le plus besoin en ne posant qu'un petit nombre de questions (au lieu d'aborder plus de 100 points). Selon les auteurs, le coût de renonciation (c.-à-d., salaire perdu) lié au fait de remplir le formulaire est d'environ 175 \$ par famille. De plus, l'adoption d'un formulaire plus simple réduirait les coûts administratifs. Au total, ces coûts sont estimés à environ quatre milliards de dollars par année. L'établissement d'une comparaison critique n'était pas possible dans le cadre de la présente analyse documentaire, mais les formulaires de demande au Canada sont tout aussi décourageants.⁵

Peut-être en raison de cette complexité, environ la moitié des étudiants et leurs parents préfèrent obtenir de l'information sur l'aide financière auprès de personnes en chair et en os (p. ex., enseignants, conseillers, représentants d'établissements scolaires). C'est la conclusion à laquelle est parvenue une étude de l'Université de Californie du Sud (2004). Celle-ci portait sur 1 222 parents latino-américains d'enfants de 18 à 24 ans et sur 1 204 jeunes latino-américains de 18 à 24 ans, dans sept régions métropolitaines comptant une importante population de personnes latino-américaines aux États-Unis.

Lorsqu'ils cherchent à obtenir de l'information sur l'aide financière auprès de conseillers d'orientation professionnelle, les étudiants à faible revenu pourraient faire face à un autre obstacle, même si les données sont moins concluantes à ce sujet. La National Association for College Admission Counseling et le Project on Student Debt aux États-Unis ont réalisé un sondage auprès de conseillers d'orientation professionnelle afin d'en apprendre davantage sur leur opinion à propos des prêts étudiants (Clinedinst et De La Rosa, 2007). Malheureusement, le taux de réponse s'est révélé passablement faible (seulement 15 %). Comparativement aux estimations des effectifs dans les écoles secondaires, les conseillers des écoles privées non confessionnelles ayant répondu au sondage étaient surreprésentés (particulièrement en milieu urbain) et ceux des écoles publiques, sous-représentés (particulièrement en milieu rural). De plus, les participants au sondage provenaient en général d'écoles plus grosses que la moyenne. Ainsi, les auteurs recommandent d'user de prudence avant de transposer ces résultats à l'ensemble des conseillers des écoles secondaires. Malgré ces limites, les constats de cette enquête sont plutôt saisissants. Plus du tiers (37 %) des conseillers d'orientation professionnelle ont affirmé être « plutôt d'accord » ou « fortement d'accord » avec l'énoncé suivant : « Les étudiants provenant de familles

⁵ Selon Kramer, Rogers et Kaznowska (2010), « les prêts étudiants sont affreusement compliqués ». Par exemple, consultez le formulaire de base du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario : <https://osap.gov.on.ca/prodconsum/groups/forms/documents/forms/prd003636.pdf>.

à faible revenu devraient éviter de contracter des prêts étudiants parce que les conséquences d'un défaut de paiement sont désastreuses ». En réalité, seulement 16 % des répondants étaient fortement en désaccord avec cet énoncé. Étant donné la documentation bien établie indiquant les importants avantages liés aux études (passée en revue par Card, 2001), ces résultats portent à croire que les conseillers d'orientation professionnelle pourraient eux-mêmes bénéficier de cours en matière de littératie financière.

Au Canada, la firme Les Associés de recherche EKOS a publié un rapport pour le compte du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) dans le cadre de la stratégie de mesure du rendement du PCPE (EKOS, 2009). Leur sondage ciblait les jeunes Canadiens de 17 à 30 ans et portait sur un échantillon final de 2 563 personnes. Malgré la portée relativement vaste de cette enquête, deux de ses composantes sont particulièrement pertinentes dans le cadre de la présente analyse : la connaissance de l'aide financière aux études et les méthodes de recherche. Lorsqu'on a demandé aux répondants de dresser une liste de l'aide offerte aux Canadiens par les gouvernements fédéral et provincial pour financer leurs études, 58 % ont mentionné les prêts étudiants alors que 45 % ont évoqué les bourses d'études. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de ces possibilités, 97 % ont indiqué avoir entendu parler des prêts étudiants gouvernementaux, comparativement à 70 % qui avaient entendu parler des bourses d'études gouvernementales non remboursables. Ainsi, la plupart des jeunes Canadiens sont au moins informés des possibilités d'aide financière.

La connaissance de l'aide financière peut être influencée par les méthodes de recherche disponibles. Les étudiants canadiens sont aux prises avec un système compliqué de financement à l'échelle fédérale et provinciale. Il peut donc être passablement difficile d'obtenir les informations appropriées. L'étude d'EKOS a révélé que parmi les jeunes poursuivant ou envisageant des études postsecondaires, 43 % avaient recherché des informations sur le financement des études au cours des 12 mois précédents. Parmi ceux-ci, la méthode de recherche la plus utilisée était Internet (45 %), alors que seulement 7 % ont indiqué avoir demandé de l'information à des enseignants ou conseillers. Cependant, peu d'étudiants sont au courant de l'existence des sites Web sur le soutien financier du gouvernement : seulement environ un quart de ce groupe connaissait les sites Web de Ciblétudes (26 %) ou du Centre de service national de prêts aux étudiants (28 %). Même ceux qui connaissaient l'existence de ces sites les utilisaient dans d'assez faibles proportions (39 % avaient visité le site de Ciblétudes et 52 % le site du Centre de service national de prêts aux étudiants). Néanmoins, 70 % des étudiants ayant visité chacun de ces sites ont affirmé en être très satisfaits.⁶

⁶ L'étude a aussi indiqué que parmi les étudiants ayant visité un site Web pour obtenir de l'information, seulement 41 % avaient visité un site Web provincial. Les étudiants du Québec (qui ne participent pas au Programme canadien de prêts aux étudiants) étaient les plus susceptibles de le faire, suivis des étudiants de l'Ontario. Parmi ceux qui ont visité un site Web provincial pour obtenir de l'information, 63 % ont indiqué être très satisfaits.

Toutefois, savoir qu'un service existe n'équivaut pas nécessairement à en connaître les détails. L'étude réalisée aux États-Unis par Ikenberry et Hartle (2000) s'appuyait sur une autoévaluation de la connaissance de l'aide financière. Dans le cadre d'une étude plus récente, l'Alliance canadienne des associations étudiantes (Kramer et coll., 2010) a présenté les résultats du Canada Student Survey. La caractéristique innovante de ce sondage consistait à proposer un test sur la connaissance à propos de l'aide financière aux étudiants. L'échantillon final était constitué de 14 587 étudiants à temps plein de premier cycle universitaire de 17 universités canadiennes, qui ont répondu à au moins une question sur la connaissance de l'aide financière. L'échantillon a été constitué grâce à un courriel acheminé à la population visée. Bien que le taux de réponse ne soit pas indiqué dans l'étude, il était probablement très faible, étant donné la taille de l'échantillon par rapport aux effectifs de ces 17 universités. Les auteurs font remarquer que l'échantillon n'était pas représentatif de l'ensemble de la population (selon la distribution des effectifs par établissement et la distribution des sexes dans chaque établissement). Bien que le sondage ait été repondéré pour tenir compte de ces facteurs, d'autres facteurs (peut-être latents) auraient pu influencer la participation au sondage et être mis en corrélation avec la connaissance de l'aide financière. Quoiqu'il en soit, l'étude brosse un sombre portrait de cette connaissance : les bénéficiaires de prêts ont répondu correctement à seulement trois des sept questions (43 %).⁷ Il s'agit d'une proportion très faible compte tenu du fait que ces étudiants fréquentent actuellement l'université et bénéficient de prêts. Les élèves dans le besoin qui n'ont pas entrepris d'études postsecondaires avaient peut-être une connaissance encore plus faible de l'aide financière offerte. Grâce à une analyse de régression, l'étude a également révélé que la consultation des sites Web fédéraux et provinciaux constitue la méthode la plus efficace pour obtenir des informations sur l'aide financière. Les deux types de consultations ont été associés à une augmentation de quatre à cinq points de pourcentage dans le pointage au sondage.

Influence de la connaissance de l'aide financière aux étudiants sur la fréquentation postsecondaire

La connaissance de l'aide financière améliore-t-elle les chances de poursuivre des études postsecondaires? Cette question ne s'appliquant qu'aux étudiants dans le besoin, une analyse idéale se consacrerait à répondre à cette question en isolant ce groupe. Malheureusement, cela n'est pas souvent le cas dans la documentation disponible. Par exemple, Ekstrom (1992) a observé qu'en général, parmi les élèves de dernière année du secondaire aux États-Unis, la connaissance de l'aide financière est associée à une augmentation de deux points de pourcentage de la fréquentation postsecondaire et de trois points de pourcentage de l'inscription à l'université. Plank et Jordan (2001) ont suivi un échantillon de 8 115 élèves de 10^e année pendant deux ans après la fin de leurs études secondaires dans le cadre de l'étude National Educational Longitudinal Study aux États-Unis. Les auteurs ont indiqué que la consultation d'une source d'information additionnelle (soit une augmentation de 35,7 % du nombre total de sources d'information consultées) est associée à une augmentation de 12,85 % de la probabilité de s'inscrire à l'université (comparativement à ne s'inscrire à aucun

⁷ Les questions figurent à l'Annexe B.

établissement postsecondaire). Bien qu'on ne sache pas exactement en quoi la connaissance de l'aide financière aiderait les jeunes qui ne sont pas dans le besoin à poursuivre des études postsecondaires, ces chiffres fournissent peut-être une limite inférieure de l'influence de cette connaissance sur les jeunes à faible revenu.

Cabrera et La Nasa (2000) ont comblé cette lacune sur ce point en effectuant une estimation de l'influence de la connaissance de l'aide financière selon le statut socioéconomique (SSE), qui combine le revenu, le niveau de scolarisation, l'occupation et la santé financière des parents. Ils ont également eu recours aux données de l'étude National Educational Longitudinal Study des États-Unis, en se penchant sur un échantillon de 7 417 élèves de 8^e année qui ont fait l'objet d'un suivi jusqu'après la conclusion de leurs études secondaires. Grâce à une analyse de régression prenant en compte de l'ethnicité, des influences parentales, des aspirations personnelles et de l'assistance obtenue lors de l'inscription aux études postsecondaires et de la demande d'aide financière, ils ont découvert que la consultation d'une source d'information additionnelle sur l'aide financière est associée à une augmentation de cinq points de pourcentage de la probabilité de faire une demande d'inscription auprès d'un établissement postsecondaire chez les jeunes ayant le SSE le plus faible. On n'a pas trouvé de lien en ce qui concerne les jeunes présentant le SSE le plus élevé.

Réticence à l'endettement, propension au risque et numératie

La littératie financière est un concept large qui comprend des éléments autres que la simple connaissance des services d'aide financière. La décision de contracter des prêts étudiants est également influencée par certaines préférences relatives à l'endettement. Dans le cadre de leur expérience de laboratoire, Palameta et Voyer (2010) se sont penchés sur l'incidence de la « réticence à l'endettement », qui a été définie de la façon suivante : « accepter une bourse d'un montant donné au lieu d'un montant d'argent donné lorsqu'aucun prêt optionnel n'est offert, mais refuser la même bourse pour accepter le même montant d'argent lorsqu'un prêt optionnel est offert ». Autrement dit, même si les participants pouvaient simplement refuser le prêt (ou l'investir sans avoir à payer d'intérêt et bénéficier d'une longue période d'étalement des paiements), ils ont préféré renoncer à la bourse non remboursable lorsqu'elle était offerte en compagnie du prêt. Ce phénomène pourrait être attribuable au fait que les participants craignaient d'utiliser le prêt pour des dépenses qu'ils n'engageraient pas en l'absence du prêt.

Palameta et Voyer ont découvert qu'au total, entre 5 % et 20 % des étudiants étaient réticents à l'endettement (selon les montants respectifs de la bourse et du prêt). Cependant, le revenu parental ne représentait pas un facteur direct. Toutefois, grâce à une analyse de régression, ils ont découvert qu'une faible numératie, un taux d'actualisation individuel élevé et la perception d'un faible rendement net lié à la poursuite des études postsecondaires étaient associés positivement à la probabilité de la réticence à l'endettement. Tous ces facteurs se rencontrent plus fréquemment chez les jeunes à faible revenu.

Le degré de propension au risque est un autre aspect de la littératie financière, car elle peut constituer un facteur dans les décisions d'investissements. Le même constat

s'applique aux investissements en capital humain. Les avantages financiers des études postsecondaires comprennent davantage que le simple revenu (ou récompense) projeté. Les récompenses découlent du risque, et c'est aussi le cas pour les résultats obtenus sur le marché du travail. Brown, Ortiz et Taylor (2006) ont examiné cette notion en recourant à l'étude américaine Panel Study of Income Dynamics, dont le questionnaire de 1996 contenait une section portant sur l'évaluation de l'aversion pour le risque. Les auteurs se sont penchés sur l'estimation de l'influence de la propension au risque sur le niveau d'instruction. Les cinq questions de cette section, destinées aux chefs de ménage, visaient à déterminer leurs préférences relativement à divers scénarios de risque-récompense. Les auteurs ont utilisé les réponses à ces questions pour créer une grille d'aversion pour le risque à six échelons (fondée sur les combinaisons de réponses fournies par les répondants), ainsi qu'une mesure quantitative plus complexe de tolérance au risque (qui est inversement proportionnelle à l'aversion pour le risque). Il est utile d'établir des mesures d'aversion pour le risque et de tolérance au risque puisque cela permet de tester la solidité des résultats. Plus particulièrement, si nous constatons une influence sur le niveau d'instruction, nous nous attendons à ce que ces mesures soient à différents pôles en ce qui a trait à l'aversion pour le risque et à la tolérance au risque.

Les auteurs se sont penchés sur 5 277 chefs de ménage entre 18 et 65 ans qui occupaient un emploi en 1996. Grâce à une analyse de régression, ils ont découvert qu'une augmentation d'un écart-type de l'aversion pour le risque correspondait à une réduction de 0,0748 d'année d'études, et à une diminution légèrement supérieure à un point de pourcentage de la probabilité de poursuivre des études postsecondaires plutôt que d'abandonner les études après l'obtention du diplôme d'études secondaires. À l'inverse, ils ont découvert qu'une augmentation d'un écart-type de la tolérance au risque correspondait à une augmentation de 0,086 d'année d'études en général, et à une augmentation d'environ 1,5 point de pourcentage de la probabilité de poursuivre des études postsecondaires plutôt que d'abandonner les études après le secondaire. En d'autres termes, l'aversion pour le risque est inversement proportionnelle aux investissements en capital humain. Inversement, la tolérance au risque est directement proportionnelle aux investissements en capital humain.

Selon les auteurs, on pourrait critiquer cette approche en mentionnant que les investissements dans l'éducation ont été faits bien avant les mesures de propension au risque qui en découlent (en 1996). Cela est particulièrement vrai dans le cas des chefs de ménage plus âgés. Afin de répondre partiellement à cette critique, les auteurs montrent que la propension au risque demeure stable avec le temps, une position conforme aux données de la documentation qu'ils citent sur les risques liés aux portefeuilles financiers au cours d'une vie. Fait intéressant à noter, cette position est contraire à ce que la plupart des conseillers financiers recommanderaient. Puisque les risques et les récompenses sont en général directement proportionnels, une stratégie de placement optimale consiste à accepter le risque tôt dans la vie alors que les récompenses prévues à long terme sont passablement élevées (les hauts vont plus que compenser pour les bas). Lorsque les personnes sont plus proches de la retraite, une approche plus conservatrice est souvent recommandée car il ne reste que peu de temps pour les fluctuations de prix (c.-à-d. qu'il reste peu de temps pour récupérer les pertes en cas de krach boursier).

Un aspect lié à la question de la temporalité n'est pas pris en compte par Brown et coll. (2006); il s'agit de la possibilité que la propension au risque soit influencée par les investissements dans le capital humain. Il est possible que la fréquentation du collège ou de l'université aide les étudiants à mieux connaître les meilleures stratégies de placement au cours d'une vie. L'idéal, ce serait de mesurer la propension au risque à l'école secondaire afin de mieux comprendre dans quelle mesure elle est liée à la décision de poursuivre des études postsecondaires.

Certaines personnes soutiennent que la numératie constitue une mesure approximative raisonnable de la littératie financière. Si tel est le cas, une étude réalisée par Frenette (2007) fournit des données canadiennes sur le sujet. L'objectif général de l'étude consistait à comprendre pourquoi les jeunes à faible revenu (ceux dont les revenus des parents sont situés dans le quartile inférieur) sont considérablement moins susceptibles de fréquenter l'université que les jeunes dont les revenus parentaux se situent dans le quartile supérieur. L'auteur fournit des données selon lesquelles, parmi les diplômés du secondaire, on constate un écart de 19 points de pourcentage entre les deux groupes en ce qui concerne la fréquentation de l'université. Ce résultat s'appuie sur l'Enquête auprès des jeunes en transition (cohorte A), qui porte sur 2 389 jeunes à faible revenu et 1 746 jeunes à revenu élevé qui font l'objet d'un suivi tous les deux ans depuis l'âge de 15 ans (et jusqu'à 19 ans au moment de l'étude). L'auteur utilise ensuite une technique de décomposition axée sur la régression (la méthode Oaxaca-Blinder) pour distinguer la portion de l'écart attribuable à plusieurs facteurs observables de la portion qui demeure inexplicée. Le plus important facteur contributif est la différence relative au niveau d'instruction des parents, qui compte environ pour le tiers de l'écart. Ce facteur est suivi de près par les capacités scolaires. Dans cette catégorie, l'auteur inclut l'ensemble des notes scolaires à l'âge de 15 ans et les résultats d'un test normalisé en mathématiques administré aux élèves par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Les différences pour l'ensemble des notes scolaires comptaient pour 13,4 % de l'écart entre les deux groupes (revenu faible et revenu élevé), alors que 15,9 % de l'écart pouvait être attribuable aux résultats du test de mathématiques.⁸ Comme le modèle de régression avait déjà pris en compte le rendement scolaire (la note globale), les capacités mathématiques évaluées par le test normalisé ont obligatoirement exercé une influence différente (non scolaire) sur la fréquentation de l'université. On pourrait très bien penser que la littératie financière est en cause (c.-à-d. que les élèves présentant une meilleure numératie étaient plus aptes à évaluer les avantages financiers des études universitaires). Fait intéressant, quelle que soit l'influence révélée par les tests de mathématiques, l'étude donne à penser que la numératie joue un rôle légèrement supérieur à celui des contraintes financières signalées par les élèves pour expliquer l'écart d'accès à l'université selon le revenu. Au total, les différences liées à ces contraintes financières comptaient pour 14,4 % de l'écart en matière de fréquentation universitaire entre les jeunes à faible revenu et les jeunes à revenu élevé.

⁸ Les différences de rendement au test de mathématiques étaient considérables. Environ un tiers (33,5 %) des jeunes à revenu élevé faisaient partie de la tranche de 25 % des élèves ayant eu les meilleurs résultats, comparativement à un cinquième (20,3 %) chez les jeunes à faible revenu.

Recherche sur les initiatives ou les approches pour améliorer la littératie financière

Jusqu'à maintenant, nous avons discuté de la recherche portant sur le niveau de littératie financière des étudiants (en particulier ceux provenant de familles à faible revenu) et sur le lien entre la littératie financière et la poursuite d'études postsecondaires. Nous avons également résumé l'état de la recherche sur les méthodes préférées des étudiants pour obtenir des informations sur l'aide financière aux étudiants et sur les obstacles qu'ils pourraient rencontrer dans ce domaine. La prochaine partie de cette analyse documentaire se penchera sur les moyens d'améliorer la littératie financière et sur la façon dont cela pourrait influencer la poursuite des études postsecondaires.

La première étude examine le moment qui se prête le mieux à une intervention stratégique pour l'apprentissage de l'aide financière. Plus particulièrement, Flint (1993) se penche sur l'influence d'une connaissance précoce de l'existence de l'aide financière sur la gamme d'établissements postsecondaires envisagés par les parents. Le sondage porte uniquement sur les parents d'élèves de 8^e année dans l'État de l'Illinois, dont les enfants ont ensuite entrepris des études postsecondaires. En outre, le sondage présentait un faible taux de réponse (seulement 24 %), même si l'échantillon étudié était représentatif des étudiants de niveau postsecondaire, si on se fonde sur les données à l'échelle des États-Unis. Le fait que le sondage n'ait pas pris en compte les élèves n'ayant pas poursuivi d'études postsecondaires écarte la possibilité d'évaluer l'influence d'une connaissance précoce de l'existence de l'aide financière sur l'accès à l'éducation postsecondaire. L'auteur examine plutôt l'effet de cette connaissance précoce sur la moyenne des frais de scolarité parmi les établissements envisagés par les parents d'élèves ayant par la suite entrepris des études postsecondaires.

Flint a découvert qu'une connaissance précoce de l'existence des prêts étudiants et des emplois étudiants par les parents (lorsque l'enfant est en 8^e année) n'est pas associée à la moyenne des frais de scolarité des établissements envisagés par les parents. Par contre, la connaissance précoce de l'existence des bourses est liée à des frais de scolarité moyens plus élevés. Toutefois, la dérivation de la variable constituée par la connaissance de l'existence de l'aide financière n'est pas clairement définie.

Il est également possible d'envisager une intervention liée à la littératie financière dans le cadre du programme d'enseignement. Sedaie (1998) souligne que les programmes en vigueur dans bon nombre de territoires offrent déjà aux élèves la possibilité d'améliorer leur littératie financière en suivant un cours d'économie au niveau secondaire. Bien que la théorie économique soit souvent critiquée parce qu'elle dresse un portrait irréaliste de la façon dont les agents (y compris les foyers) se comportent, elle propose aux élèves un modèle optimal à suivre. L'enseignement de l'économie insiste fortement sur la rationalité et l'optimisation. Les élèves suivant un cours d'économie sont exposés à des concepts comme le coût de renonciation et l'actualisation des valeurs. Un élève avisé comprendra ainsi que la poursuite des études postsecondaires n'entraîne pas seulement des coûts directs, mais également des pertes de revenu. De plus, les avantages de l'acquisition de qualifications postsecondaires doivent être actualisés puisqu'ils s'étendent sur plusieurs années

dans l'avenir. Les élèves apprennent également dans les cours d'économie comment les prix et quantités influencent le marché selon les lois de l'offre et la demande. Ces apprentissages peuvent facilement être appliqués au marché du travail, ce qui peut aider les élèves à évaluer leur salaire et leurs conditions d'emploi pour l'avenir.

L'auteure a eu recours à certaines données du sondage National Assessment of Economic Education Survey des États-Unis, qui portent sur 1 734 élèves de la dernière année du secondaire qui ont suivi un cours d'économie. On a demandé à ces élèves d'évaluer dans quelle mesure ce cours les a aidés dans le cadre de leur réflexion sur la poursuite de leurs études. L'auteure a découvert que l'écart entre l'intention de fréquenter l'université et l'intention de ne pas entreprendre d'études postsecondaires s'accroît de huit points de pourcentage lorsque le cours d'économie a beaucoup aidé les élèves à réfléchir à leur éducation, comparativement à ceux dont le cours n'a appuyé qu'un peu ou pas du tout la réflexion.

Le problème, lorsqu'on utilise l'économie comme outil pour enseigner la littératie financière, c'est que le cours d'économie est généralement optionnel au secondaire. Ceci dit, les trois quarts des élèves de dernière année parmi l'échantillon original avaient suivi le cours d'économie au cours de leur dernière année au secondaire. Est-ce que l'obligation de suivre le cours d'économie pour l'obtention du diplôme d'études secondaires améliorerait les résultats pour les élèves? Et, en particulier, une telle mesure aiderait-elle les élèves à faible revenu? Comme l'étude portait seulement sur les élèves ayant suivi un cours d'économie, nous ne connaissons pas la réponse à cette question, et nous ne savons pas non plus si les élèves à faible revenu étaient moins susceptibles de suivre des cours d'économie.

Une troisième étude évalue directement l'influence d'une initiative en matière de littératie financière, même si celle-ci a été mise en œuvre uniquement aux fins de l'étude. Bettinger, Long, Oreopoulos et Sanbonmatsu (2009) ont abordé la question de la complexité des formulaires de demande d'aide financière aux États-Unis, qui avait été mentionnée précédemment par Dynarski et Scott-Clayton (2008). Plus précisément, ils ont évalué l'influence de l'aide offerte pour remplir la demande d'aide financière Free Application for Federal Student Aid (FAFSA) ainsi que de la prestation d'informations sur l'aide financière. Le programme ciblait les étudiants à charge entre 17 et 30 ans, ne possédant pas de diplôme de premier cycle et provenant de familles à revenu faible à moyen (revenu brut rajusté de moins de 45 000 \$ dans leur déclaration de revenus) en Ohio et dans la région de Charlotte, en Caroline du Nord.⁹ Le projet a été mené avec la collaboration de la firme H&R Block. Les personnes ayant confié leur déclaration de revenus à cette firme ont été évaluées pour vérifier leur admissibilité. Au total, 866 personnes respectaient les critères d'admissibilité; elles ont été réparties au hasard dans un des trois groupes suivants : un groupe expérimental qui a reçu de l'aide pour remplir la demande FAFSA ainsi que des informations sur l'aide financière, un second groupe expérimental n'ayant reçu que des informations sur l'aide financière et un groupe témoin n'ayant obtenu ni aide ni informations.

⁹ Le projet portait également sur les adultes indépendants, mais cette partie ne s'applique pas à notre analyse documentaire.

L'aide fournie pour remplir le formulaire FAFSA présentait trois volets. D'abord, des renseignements pertinents issus des déclarations de revenus (déjà disponibles chez H&R Block) ont été inscrits dans le formulaire FAFSA. Ensuite, un conseiller financier de H&R Block a interrogé les participants afin d'obtenir les informations manquantes. Lorsqu'une telle rencontre n'était pas possible, un centre d'appels a communiqué avec les familles. Enfin, H&R Block a soumis sans frais le formulaire FAFSA dûment rempli par voie électronique au ministère de l'éducation (sauf lorsque les participants ont préféré le faire eux-mêmes).

La prestation d'informations sur l'aide financière comptait également deux composantes. Premièrement, le montant de l'aide à laquelle les participants avaient droit, selon leurs besoins, leur a été présenté. Deuxièmement, les frais de scolarité de quatre collèges et universités des environs leur ont également été fournis.

L'étude a révélé que l'offre d'aide pour remplir le formulaire combinée à la prestation d'informations a entraîné un taux d'inscription aux études postsecondaires et de demande d'aide financière supérieur de 26 % et 36 %, respectivement, à celui du groupe témoin. En revanche, la prestation d'informations seule n'a eu aucun effet sur l'inscription à des études postsecondaires ou la demande d'aide financière, comparativement au groupe témoin.

Oreopoulos et Dunn (2010) ont réalisé une expérience similaire qui s'est attardée exclusivement à la prestation d'informations. Les auteurs ont recruté des élèves parmi huit écoles secondaires du Toronto District School Board situées dans des quartiers à faible revenu, et leur ont demandé de remplir deux sondages en ligne à trois semaines d'intervalle. Lors du premier sondage, on a recueilli certaines caractéristiques démographiques, et les participants ont été divisés au hasard en deux groupes. Le groupe expérimental a été invité à visionner une vidéo qui présentait les coûts et avantages de la poursuite des études postsecondaires, ainsi que les établissements des environs qu'ils pouvaient fréquenter. On leur a ensuite demandé d'utiliser un calculateur d'aide financière pour les aider à connaître plus précisément le montant qu'ils pourraient recevoir. Le groupe témoin n'a pas eu cette possibilité.

Trois semaines plus tard, 894 élèves ont rempli le second sondage.¹⁰ On leur a demandé quel niveau de scolarisation ils espéraient atteindre et on leur a posé diverses questions sur l'admissibilité à l'aide financière aux étudiants. Les chercheurs ont découvert que les informations offertes ont augmenté de 5,3 points de pourcentage la probabilité que les étudiants prévoient obtenir un diplôme collégial, mais n'ont eu aucun effet sur la probabilité qu'ils prévoient fréquenter l'université. Les informations offertes aux élèves ont également accru de 8,8 points de pourcentage leur probabilité de croire avoir droit à une bourse.

¹⁰ Le taux d'abandon entre les deux sondages était d'environ 35 %, mais cette situation n'était pas liée au fait de bénéficier ou non de l'intervention.

Comportement financier des étudiants de niveau postsecondaire

Toutes les études examinées jusqu'à maintenant se sont penchées sur la littératie financière et sur son rôle dans la décision des étudiants de poursuivre des études postsecondaires. Toutefois, une fois que les étudiants fréquentent un établissement postsecondaire, la littératie financière pourrait les aider à gérer leur endettement, ce qui pourrait avoir une influence sur la probabilité qu'ils terminent leurs études.

L'étude la plus pertinente disponible sur ce sujet a été effectuée au Canada. La firme Prairie Research Associates (2008) a utilisé des données provenant du Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires pour étudier les comportements des étudiants universitaires de premier cycle en matière de budget et d'utilisation des cartes de crédit. Le sondage, qui affichait un faible taux de réponse (40 %), portait sur 11 981 étudiants de 31 universités participantes. L'étude a révélé qu'environ 71 % des étudiants respectent un budget, qu'environ 72 % possèdent au moins une carte de crédit et qu'environ 20 % en détiennent au moins deux.¹¹ Malgré la disponibilité généralisée des cartes de crédit, la plupart des étudiants (78 %) qui en possèdent une paient régulièrement leur solde chaque mois. Toutefois, environ 11 % des détenteurs d'une carte de crédit traînent un solde impayé de plus de mille dollars.

Bien que cette étude ne mesure pas la littératie financière en soi, elle laisse entendre qu'il existe un certain degré de connaissances et de gestion en matière financière chez une grande majorité des étudiants universitaires. Malheureusement, l'étude ne classe pas les résultats selon les revenus des parents.¹²

Sommaire et analyse

Bien que la documentation sur la littératie financière en tant qu'obstacle à la poursuite d'études postsecondaires pour les jeunes à faible revenu soit rare, notre analyse a fait ressortir plusieurs constats importants. D'abord, les coûts de l'éducation postsecondaire sont fortement surestimés tant par la population en général que par les étudiants à faible revenu. Ce constat se fonde en grande partie sur des données des États-Unis. Les données canadiennes, bien que moins abondantes, vont dans le même sens. À l'opposé, les avantages économiques de la fréquentation de l'université au Canada sont généralement sous-estimés. Dans ce cas particulier, le revenu n'a aucune influence.

Par contre, on ne sait pas exactement si la connaissance des coûts et avantages de l'éducation postsecondaire a une influence sur la poursuite des études postsecondaires. En fait, la documentation aux États-Unis et au Canada sur le sujet n'est probablement pas suffisamment étoffée pour tirer des conclusions définitives.

Bien qu'une proportion assez considérable d'étudiants au Canada soient au courant des possibilités d'aide financière, la connaissance des détails de cette aide financière

¹¹ Les calculs de l'étude comportaient des non-réponses. Par exemple, elle indiquait que 60 % des étudiants respectaient un budget, mais que 15 % n'en étaient « pas certains ». Nous avons réajusté les calculs en laissant tomber ces non-réponses.

¹² Cela aurait été impossible à réaliser puisque le sondage s'adressait aux étudiants (et non aux parents).

constitue une lacune même parmi les étudiants universitaires titulaires de prêts d'études. Les données américaines portent à croire que la connaissance des détails de l'aide financière n'est pas associée au revenu, mais cette situation est peut-être simplement liée à la réalité des jeunes à revenu élevé, qui ont rarement besoin d'en connaître davantage à ce sujet. Le fait que les étudiants à faible revenu n'en connaissent pas davantage sur l'aide financière que les étudiants à revenu élevé (un groupe qui n'a probablement pas besoin de cette connaissance) peut laisser croire qu'il existe de graves lacunes en matière d'information parmi les étudiants qui ont besoin d'aide financière. D'autre part, il pourrait également révéler des attentes plus faibles en ce qui concerne la poursuite d'études postsecondaires.

Il est fort possible que l'obstacle le plus important pour l'obtention d'information à propos de l'aide financière aux étudiants soit la complexité du système. C'est certainement le cas aux États-Unis, selon une étude détaillée qui a examiné les formulaires américains de demande d'aide financière provenant de sources traditionnelles (les formulaires de demande d'aide financière au Canada sont aussi rébarbatifs). La recherche américaine laisse également entendre que le système est inutilement complexe. Certaines estimations portent à croire qu'une simplification radicale réduirait considérablement les coûts, tout en préservant la capacité du système de diriger l'aide financière vers ceux qui en ont besoin. Les économies ainsi réalisées (environ quatre milliards de dollars aux États-Unis) pourraient aider de façon substantielle encore plus d'étudiants dans le besoin.

Peut-être en raison de cette complexité, les étudiants et leurs parents aux États-Unis préfèrent obtenir les informations sur l'aide financière auprès de personnes en chair et en os, notamment les conseillers en orientation professionnelle. Lorsqu'ils recherchent ces renseignements, les étudiants à faible revenu font peut-être face à un autre obstacle. Plus du tiers des conseillers en orientation professionnelle croient que les étudiants à faible revenu devraient éviter de contracter des prêts étudiants car les conséquences d'un défaut de paiement sont lourdes.

La connaissance des détails de l'aide financière aide-t-elle les étudiants dans le besoin à entreprendre des études postsecondaires? La seule étude (américaine) ayant examiné cette question révèle que cela aiderait les étudiants affichant le plus faible statut socioéconomique (dérivé d'un mélange des revenus, de la santé financière, de l'éducation et de l'occupation des parents). Il n'existe pas de données canadiennes sur ce thème.

Entre 5 % et 20 % des étudiants de niveau secondaire au Canada sont si réticents à l'endettement qu'ils refusent des bourses lorsqu'elles sont jumelées à un prêt étudiant (qu'ils pourraient refuser ou investir sans devoir payer d'intérêts). La réticence à l'endettement est davantage influencée par les indicateurs de littératie financière que par le revenu parental. En fait, une faible numératie, un taux d'actualisation individuel élevé et la perception d'un faible rendement net des études postsecondaires sont directement proportionnels à la probabilité d'être réticent à l'endettement. En revanche, le revenu des parents n'a pas d'effet direct sur la réticence à l'endettement.

La propension au risque constitue une autre forme de littératie financière puisqu'elle influence les comportements en matière d'investissement. Les études

postsecondaires, comme bon nombre de formes d'investissement, comportent un certain niveau de risque. Notre analyse a révélé que l'aversion pour le risque (telle que mesurée par une série de questions invitant les répondants à évaluer les résultats de divers scénarios risque-récompense) est inversement proportionnelle à la détention d'un diplôme d'études postsecondaires. À l'inverse, la tolérance au risque est directement proportionnelle à la détention d'un tel diplôme.

Une étude canadienne nous a appris que les différences en matière de numératie (un indicateur de la littératie financière) entre les jeunes à revenu faible et élevé comptent pour environ un sixième de l'écart relatif à la fréquentation universitaire entre les deux groupes, une proportion qui est légèrement supérieure à celle des différences liées aux contraintes financières signalées par les répondants.

Notre analyse a également pris en compte quelques études qui se sont penchées sur le rôle des initiatives (existantes ou potentielles) en matière de littératie financière. Par exemple, nous avons constaté qu'une connaissance précoce de l'aide financière aux étudiants (lorsque l'enfant est en 8e année) est liée au fait que les parents envisagent des établissements postsecondaires plus onéreux (parmi les élèves qui ont plus tard entrepris des études postsecondaires).

Selon une étude américaine, les apprentissages acquis dans un cours d'économie au niveau secondaire sont associés positivement à l'intention de poursuivre des études postsecondaires. Même si l'étude comportait certains problèmes de méthodologie, ses résultats ne sont peut-être pas très étonnants puisque l'économie enseigne les comportements rationnels dans tous les aspects de l'existence, notamment les décisions en matière d'investissement. Plus précisément, l'économie traite de sujets comme l'actualisation des valeurs, les coûts de renonciation, et l'offre et la demande sur le marché du travail. Ces apprentissages sont tous pertinents pour comprendre les aspects financiers des investissements en capital humain.

Aider les jeunes à remplir les formulaires de demande d'aide financière pourrait être un moyen de surmonter l'obstacle de la littératie financière. Les étudiants à faible et moyen revenu qui reçoivent cette aide combinée à des informations sur l'aide financière sont beaucoup plus susceptibles de faire une demande d'aide financière et d'admission au niveau postsecondaire. Le fait de fournir seulement des informations n'a toutefois eu aucun effet. Une étude canadienne s'est attardée à la prestation d'informations sur les coûts (y compris l'aide financière), les avantages et les établissements postsecondaires locaux et a révélé que cela accroissait les attentes relatives à l'obtention d'un diplôme collégial, mais pas d'un diplôme universitaire. Les informations offertes ont également fait augmenter les attentes en matière d'admissibilité aux bourses.

Enfin, une fois à l'université, la majorité des étudiants de premier cycle du Canada respectent un budget. Bien que la plupart d'entre eux disposent d'une carte de crédit (plusieurs en détiennent deux ou plus), la majorité paie régulièrement leur solde chaque mois. Ces résultats portent à croire que ces étudiants possèdent une certaine maîtrise des questions financières, qui pourrait les aider à rembourser leurs prêts à temps et à éviter les défauts de paiement.

Bien que nous ayons beaucoup appris dans le cadre de notre analyse documentaire, il reste des lacunes considérables dans le secteur de la recherche, comme en fait foi le petit nombre d'études sur l'effet de la perception des coûts et avantages des études postsecondaires sur la fréquentation postsecondaire. Nous savons que les étudiants à faible revenu ont généralement une connaissance plus faible des coûts et avantages, mais nous ne possédons simplement pas les données suffisantes pour tirer des conclusions définitives permettant de déterminer si cette situation a une influence ou non sur leur décision de poursuivre des études postsecondaires. S'il y avait davantage d'études dans ce domaine, les décideurs pourraient mieux comprendre ce qui incite les jeunes à entreprendre des études postsecondaires. Selon le modèle type de capital humain, les personnes fondent cette décision sur le rendement net, mais, bien sûr, d'autres facteurs peuvent entrer en ligne de compte. Les personnes peuvent attribuer à l'éducation une valeur en tant que « bien de consommation » (p. ex., les avantages inhérents à la vie estudiantine), ou apprécier les avantages non pécuniaires de certains emplois habituellement occupés par des diplômés universitaires (p. ex., le pouvoir de prendre des décisions, la liberté de recourir à la réflexion autonome pour innover, etc.). Il ne fait aucun doute que des études supplémentaires sont nécessaires dans ce domaine.

Les données canadiennes sur le thème de la littératie financière en tant qu'obstacle à la poursuite des études postsecondaires chez les jeunes à faible revenu sont également insuffisantes. Au total, seulement sept études abordant ce thème ont été relevées dans notre analyse documentaire. L'amélioration de notre connaissance sur ce thème repose en grande partie sur l'accès à des données canadiennes. À notre connaissance, il n'existe aucun ensemble de données longitudinales canadiennes qui pourraient permettre de faire un lien entre la fréquentation postsecondaire et la connaissance qu'ont les élèves du secondaire des coûts de l'éducation postsecondaire et des possibilités d'aide financière. L'Enquête auprès des jeunes en transition (cohorte A) a utilisé la bonne approche en effectuant un suivi auprès d'élèves du secondaire jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge d'entreprendre des études postsecondaires. Toutefois, la question de la littératie financière n'en était qu'à ses premiers balbutiements lorsque le sondage a été conçu.

En outre, trop peu d'études fournissent des données rigoureuses sur l'efficacité de la littératie financière (ou des programmes qui y sont liés) pour aider les jeunes à faible revenu à poursuivre des études postsecondaires. Règle générale, les études sont de nature très descriptive. Nous savons que les jeunes qui connaissent peu l'aide financière sont moins susceptibles d'entreprendre des études postsecondaires, mais nous ignorons quel est le lien de causalité. Quoi que certaines études aient pris en compte, à l'aide de régressions, les différences des caractéristiques observées, nous ne pouvons écarter la possibilité que bon nombre de jeunes aient décidé très tôt de ne pas poursuivre leurs études au-delà du secondaire. À la suite de cette décision précoce, les jeunes (ou leurs parents) ont peut-être choisi de ne pas rechercher d'informations sur les possibilités d'aide financière aux études. Les études les plus convaincantes de notre corpus documentaire sont celle réalisée avec la collaboration de la firme H&R Block par Bettinger et coll. (2009) et celle d'Oreopoulos et Dunn (2010), qui ont toutes deux misé sur une assignation aléatoire. Cette façon de faire est considérée comme la norme par excellence en matière d'évaluation de programmes. Grâce à l'assignation aléatoire, les sujets à qui on a offert une intervention ne

présentent aucune particularité distincte comparativement aux sujets du groupe témoin. Pour cette raison, les différences de résultats peuvent être attribuées à l'offre d'intervention. Dans la plupart des autres études que nous avons mentionnées, les sujets ont reçu diverses « interventions » (p. ex., des informations sur l'aide financière selon leurs propres caractéristiques (dont certaines ont peut-être échappé aux chercheurs). La seule exception est l'étude de Palameta et Voyer (2010). Au cours de leur expérience de laboratoire, les mêmes personnes devaient choisir parmi diverses options (ou interventions), une situation similaire à l'assignation aléatoire. Cependant, les élèves participant à cette étude n'ont pas fait l'objet d'un suivi après la conclusion de l'expérience. Une enquête de suivi auprès de ces élèves serait très instructive car elle pourrait relier les résultats finaux (poursuite des études postsecondaires) à la sensibilité aux coûts ou même à la réticence à l'endettement.

Le Canada progresse en ce qui concerne la collecte de données rigoureuses et scientifiques. La Société de recherche sociale appliquée (SRSA), en collaboration avec Phil Oreopoulos (coauteur d'une des deux études recourant à l'assignation aléatoire recensées), évalue actuellement l'influence de la prestation d'informations sur l'éducation postsecondaire (y compris les coûts et avantages) et l'aide financière aux étudiants, ainsi que de l'assistance pour remplir les formulaires de demande d'admission aux études postsecondaires et d'aide financière (en grande partie dans la même optique que l'étude de Bettinger et coll., 2009). Cette étude est réalisée dans le cadre du projet Life After High School, une expérience sociale (comprenant une assignation aléatoire) menée par certaines écoles secondaires de la Colombie-Britannique au cours de l'année scolaire 2010-11. Outre la cueillette de données canadiennes sur ce sujet, l'étude ajoute deux améliorations à l'étude initiale de Bettinger et Coll. D'abord, elle effectuera un suivi des élèves pendant l'année suivante pour mesurer les inscriptions aux études postsecondaires. Ensuite, elle portera sur les élèves de dernière année du secondaire; l'étude de Bettinger et coll. portait sur les étudiants à charge entre 17 et 30 ans.

Malgré cette initiative prometteuse sur le front de la recherche, il reste beaucoup à apprendre sur le sujet qui nous occupe. L'étude de Bettinger et coll. (2009) laisse entendre que l'aide apportée aux étudiants à revenu faible ou moyen pour remplir leurs formulaires de demande d'aide financière (jumelée à la prestation d'informations sur l'aide financière aux études) modifie considérablement leur comportement. Mais qu'arriverait-il si les élèves commençaient à réfléchir plus tôt aux aspects financiers de l'éducation postsecondaire (même avant la dernière année du secondaire, comme en fait présentement l'essai la Colombie-Britannique)? Pour certains élèves, il est peut-être trop tard en 12e année si les obstacles financiers perçus les ont déjà amenés à renoncer aux études postsecondaires. Ils ont peut-être écarté des cours nécessaires pour être admis au collège ou à l'université, ou laissé leurs notes dégringoler s'ils ne prévoyaient pas poursuivre leurs études.

Certains psychologues ont longuement traité de l'importance de l'« ancrage des biais » dans la prise de décisions (Tversky et Kahneman, 1974). Plus précisément, les gens ont tendance à se fier exagérément aux informations initiales qu'ils ont reçues. Une fois que les gens ont acquis des informations (c.-à-d., une fois que l'« ancre » est accrochée), ils y auront continuellement recours pour prendre leurs décisions, que les informations soient exactes ou non. Les nouvelles informations peuvent servir à

« ajuster » leur analyse, mais ces ajustements sont habituellement trop modestes, ce qui se traduit par une analyse finale biaisée. Plusieurs chercheurs sont parvenus à ces conclusions un nombre incalculable de fois dans le cadre d'expériences variées. Les concepts d'ancrage et d'ajustement sont ainsi devenus un élément important de l'économie comportementale (une combinaison d'économie néo-classique et de psychologie). Par conséquent, les décisions que prendront les jeunes qui risquent d'abandonner leurs études après le secondaire reposeront en grande partie sur les informations qu'ils ont obtenues en premier (leur « ancre »). Nous avons vu que les parents ne possèdent généralement pas une plus grande littératie financière que leurs enfants en ce qui concerne les décisions relatives aux études postsecondaires. Les connaissances en cette matière sont peut-être particulièrement faibles dans les foyers à faible revenu, en particulier si les parents n'ont pas fait d'études postsecondaires. Autrement dit, l'ancre offerte par les parents est peut-être inadéquate. Le gouvernement peut jouer un rôle en fournissant l'ancre appropriée (pourvu qu'il le fasse assez tôt) ou en aidant les jeunes à ajuster les informations reçues précédemment en leur proposant les informations exactes plus tard. Bien qu'il soit tentant de fournir ces informations le plus tard possible au secondaire (de façon à ce qu'elles soient fraîches à l'esprit des élèves au moment de prendre leurs décisions), les travaux de Tversky et Kahneman donnent à penser qu'il pourrait être trop tard (à moins que l'intervention soit très intense, comme dans le cadre de l'étude de Bettinger et coll. (2009)). En d'autres mots, si des élèves prennent soudainement conscience, en 12^e année, que l'éducation postsecondaire est un investissement profitable, ils ne peuvent pas remonter le temps pour hausser leurs notes afin d'être admis dans un établissement d'enseignement postsecondaire.

À la limite, on pourrait garantir aux élèves un certain montant d'aide financière tôt au secondaire, alors qu'il est encore temps pour eux de modifier leur comportement scolaire (si nécessaire). On pourrait également simplement les informer plus tôt du montant approximatif d'aide financière auquel ils auraient droit si leur situation du moment demeure inchangée lorsqu'ils auront terminé leurs études secondaires.

Le moment où les élèves reçoivent les informations concernant l'aide financière qu'ils ont demandée constitue un problème aux États-Unis comme au Canada. Aux États-Unis, les élèves apprennent le montant d'aide financière qu'ils recevront après avoir fait une demande d'admission à un établissement postsecondaire, généralement au printemps de leur dernière année au secondaire (Dynarski et Scott-Clayton, 2008). Les élèves canadiens doivent attendre encore plus longtemps. Ils apprennent habituellement quel montant d'aide ils recevront après avoir confirmé leur inscription à la session d'automne (Oreopoulos et Dunn, 2010). Cette information leur parvient généralement après la prise de certaines décisions critiques relatives à l'année scolaire à venir, notamment la décision d'entreprendre ou non des études postsecondaires, de travailler à plein temps ou à temps partiel (décision qui dépend de leur décision de continuer l'école ou non), et, dans certains cas, de quitter le nid familial. Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette façon de faire n'offre aux étudiants que très peu ou pas de temps pour améliorer leurs notes afin d'être admis dans un établissement d'enseignement postsecondaire.

Pour remédier à ce problème, la SRSA évalue présentement l'effet d'une promesse précoce de bourse dans la province du Nouveau-Brunswick, dans le cadre du projet

Un avenir à découvrir (UAD). Au cours de cette expérience sociale, les étudiants admissibles (ceux dont le revenu parental est faible) sont assignés de façon aléatoire soit au groupe expérimental, dont les membres ont la possibilité de recevoir une bourse, soit au groupe témoin. La bourse est constituée d'une promesse de dépôt de 2 000 \$ dans un « compte d'apprentissage » pour chaque année complétée à l'école secondaire (en débutant en 9e année). Les étudiants peuvent utiliser l'argent de ce compte exclusivement pour payer leurs études postsecondaires. Cette promesse précoce de bourse pourrait aider certains élèves à surmonter l'obstacle du manque d'informations en matière d'aide.

Bien que l'expérience des comptes d'apprentissage puisse partiellement combler les lacunes en matière d'information, elle n'aborde pas tous les aspects relatifs aux connaissances requises pour prendre des décisions éclairées. Les élèves pourraient également tirer avantage d'une connaissance plus hâtive des possibilités d'aide additionnelle ainsi que des coûts, avantages et risques des études postsecondaires. Connaître de quelle façon ils peuvent calculer le rendement net de l'éducation postsecondaire peut également leur être profitable. La notion de manque à gagner (lorsqu'ils sont aux études) est importante dans ce contexte, tout comme la comparaison des revenus prévus à la suite de l'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires avec les revenus prévus à la suite d'un autre choix (p. ex., diplôme d'études secondaires). Enfin, les élèves doivent évaluer le rendement net de leurs options au cours de leur vie, une démarche qui fait nécessairement appel à la notion d'actualisation.

Les travaux de Palameta et Voyer (2010) sur la réticence à l'endettement soulèvent des questions à propos des raisons pour lesquelles certains étudiants choisissent d'accepter des bourses seulement si elles ne sont pas jumelées à des prêts. Les psychologues nomment ce phénomène « effet de cadrage », à savoir qu'une offre de même valeur nominale sera perçue de façon différente dans divers contextes (Tversky et Kahneman, 1981).

L'effet de cadrage peut avoir des conséquences en raison de la conception du système de prêts et bourses. Il arrive souvent que l'admissibilité à une bourse dépende d'abord de la demande puis de l'obtention de prêts par un étudiant. Autrement dit, les bourses et les prêts sont jumelés, et les étudiants pourraient renoncer à une bourse simplement parce qu'elle est liée à un prêt. Cette situation survient même si les étudiants peuvent refuser les prêts sans nuire à leur admissibilité à la bourse. Cela peut expliquer les résultats d'une très récente étude (Frenette, 2011), dans laquelle l'auteur a évalué l'effet de la Subvention canadienne pour étudiants de familles à faibles revenus, qui, parallèlement aux Bourses d'accès aux études du millénaire, offrait un montant considérable en bourses non remboursables aux étudiants dans le besoin (jusqu'à 6 000 \$ ou 7 000 \$). Toutefois, l'offre n'était pas associée à la fréquentation postsecondaire. L'auteur de l'étude évoque la possibilité que certains étudiants ne savaient pas qu'ils pouvaient renoncer aux prêts sans nuire à leur admissibilité aux bourses. En fait, l'étude de Kramer et coll. (2010) indique que seulement 50,4 % des étudiants universitaires étaient au courant de cette caractéristique de l'aide financière. Les travaux de Palameta et Voyer (2010) portent à croire que même en sachant cela, bon nombre d'étudiants pourraient être encore trop

réticents à la possibilité de contracter un prêt. La seule façon de contourner l'effet de cadrage consisterait à « déjumeler » les prêts et les bourses.

Analyse du contexte

Introduction

Le but de cette analyse du contexte consiste à recenser et à brosser un portrait des initiatives au Canada et dans certains pays sélectionnés qui utilisent la littératie financière comme outil pour favoriser la participation aux études postsecondaires. Conformément aux études précédemment publiées, notre analyse traite à la fois des services de littératie financière (comme les programmes d'éducation, les services de consultation et les ateliers de formation) et des produits liés à la littératie financière (tels que des sites Web, des programmes d'enseignement et des centres d'échange d'information).

En outre, elle examine principalement les initiatives visant les jeunes à faible revenu allant ou en âge d'aller à l'école secondaire (environ 14 à 19 ans) avec l'intention explicite d'aborder les décisions et comportements financiers liés à la poursuite des études postsecondaires. Ces décisions et comportements peuvent comprendre la planification des coûts des études postsecondaires, la connaissance du rendement probable de l'éducation supérieure, les choix et décisions à propos des diverses options et produits destinés à financer les études (tels que les régimes d'épargne-études, les bourses et les prêts étudiants) et la gestion des finances personnelles au cours des études postsecondaires, une période qui constitue souvent la première occasion pour un jeune de prendre des décisions d'ordre financier sans l'aide de ses parents ou tuteurs. Selon les décideurs et les professionnels en matière de littératie financière, la transition de l'école au marché du travail, à partir de l'école secondaire, est une période clé pour modeler les attitudes et habitudes financières des élèves, qui se perpétueront tout au long de leur vie.¹³ Les mêmes intervenants sont d'avis que cette transition comporte des risques de surendettement attribuables aux prêts étudiants ou à l'accès facile à des cartes de crédit, et que des informations, de l'éducation et des conseils d'ordre financier peuvent aider les étudiants à éviter les difficultés ou crises financières. Nous ignorons toutefois dans quelle mesure les interventions en matière de littératie financière servent également à favoriser la poursuite des études postsecondaires, en particulier chez les étudiants à faible revenu. La présente étude vise à combler cette lacune.

Notre méthodologie est présentée dans la prochaine section. Nous procéderons ensuite à une description sommaire de l'échantillon des programmes examinés (voir l'annexe C pour un examen complet des programmes), qui sera suivi par de brèves études de cas d'initiatives choisies. Enfin, nous résumerons et analyserons les éléments que nous avons mis au jour dans le cadre de notre analyse du contexte et identifierons les lacunes en matière de prestation de programmes.

¹³ Voir par exemple le Groupe de travail sur la littératie financière du Canada, 2011.

Méthodologie

Nous avons entamé le processus en nous appuyant sur des analyses documentaires précédemment effectuées (Social and Enterprise Development Innovations, 2004; Robson et Kukacka, 2005). Ces études se sont penchées sur les programmes d'enseignement public et les programmes d'organisations publiques, privées et sans but lucratif au Canada, grâce à des sources en ligne et à des entretiens avec des informateurs clés. Depuis, des modifications ont été apportées aux programmes d'enseignement dans certaines provinces comme la Colombie-Britannique et l'Ontario. Les organismes de réglementation des valeurs mobilières d'au moins deux provinces ont mis sur pied de nouvelles initiatives de littératie financière destinées aux jeunes. La présente analyse a été réalisée durant les mois de février et mars 2011. Environ 50 sites Web d'organisations ont été passés en revue dans le cadre de notre étude et cinq informateurs clés canadiens ont été consultés.¹⁴ Nous avons eu recours à notre propre connaissance des fournisseurs et intervenants en matière de littératie financière pour sélectionner ces sources initiales. Lorsque des liens ou références à d'autres initiatives semblaient pertinents, ils ont été examinés et intégrés ou écartés selon leur conformité aux objectifs de l'étude. Nous nous sommes également appuyés sur le centre d'échanges entretenu par l'OCDE dans le cadre de son programme d'éducation financière.¹⁵ Nous avons communiqué en priorité avec des informateurs canadiens puisque les initiatives canadiennes sont plus pertinentes pour le COQES ou tout autre intervenant canadien.

Il existe dans le domaine des politiques et programmes de littératie financière un large éventail de définitions conceptuelles et opérationnelles qui produisent une certaine complexité, sinon de la confusion, à propos de la nature intrinsèque du sujet et de la portée des programmes qui peuvent être raisonnablement considérés comme des interventions en matière de littératie financière. Certaines organisations peuvent concevoir et mettre en œuvre des programmes qui offrent des cours sur les finances personnelles à une population ciblée, alors que d'autres proposent du counseling ou de l'éducation d'ordre financier à titre accessoire dans le cadre d'une autre intervention comme la préparation de déclarations de revenus ou la formation au travail indépendant. En s'appuyant sur une analyse du contexte effectuée par Robson et Kukacka (2005) et d'autres études similaires (Social and Enterprise Development Innovations, 2008a et 2008b), les variables d'intérêt reflètent les catégories suivantes, auxquelles des notes relatives à la présente étude ont été ajoutées :

- Type d'intervention : L'intervention est-elle un produit tel qu'un site Web, un programme d'études ou un guide, ou constitue-t-elle un service comme un atelier, un cours ou du counseling individuel? Dans certains cas, une intervention peut comprendre un produit combiné à un service; par exemple, un programme d'études et un service de formation des enseignants. Les produits et services liés à la littératie financière peuvent également viser à informer,

¹⁴ D'autres informateurs clés de l'extérieur du Canada n'ont pas pu être contactés à temps pour l'étude; toutefois, les informations sur les programmes sont conformes à celles recueillies pour l'OCDE et pour une récente analyse effectuée pour le compte du Groupe de travail sur la littératie financière du Canada.

¹⁵ Disponible en ligne à l'adresse <http://www.financial-education.org>

éduquer ou former, ou encore à offrir des conseils plus personnalisés. Ensemble, les dimensions produit-service et information-éducation-conseils créent un continuum allant d'approches de prestation passives à des approches actives. Règle générale, les produits non associés à des services et les interventions qui visent seulement à diffuser des informations sont plus passives. Les interventions qui proposent un service interpersonnel et qui vont au-delà de l'information pour fournir de l'éducation et des conseils sont de nature plus active.

- Clientèle cible : Dans le cadre de la présente étude, la clientèle visée comprend un ou plusieurs des groupes suivants : les élèves du secondaire, les parents ou tuteurs des élèves du secondaire, les jeunes ne fréquentant pas l'école, les étudiants fréquentant actuellement un établissement d'études postsecondaires, les parents ou tuteurs des étudiants de niveau postsecondaire, les enseignants des écoles secondaires et le personnel des établissements postsecondaires qui s'occupe du recrutement et de la rétention scolaire . Il pourrait être possible de rejoindre les élèves de niveau secondaire à faible revenu grâce à des intermédiaires comme les parents et les enseignants, mais l'efficacité et les effets de ces approches indirectes pourraient être plus difficiles à établir.
- Fournisseur : L'intervention est-elle offerte par une organisation du secteur public (y compris tous les paliers de gouvernement et les organismes ou entités gouvernementaux), une firme privée à but lucratif ou une organisation du secteur bénévole et communautaire sans but lucratif?
- Contenu : Quels sujets particuliers relatifs aux finances personnelles l'intervention aborde-t-elle? Aux fins de la présente étude, l'analyse du contexte s'attarde particulièrement à deux des principaux objectifs des interventions. Dans certains cas, l'intervention traite expressément de planification des études et de finances; toutefois, un plus grand nombre d'initiatives abordent un plus vaste éventail de sujets comme la gestion financière quotidienne et les services financiers. Dans le cadre du dialogue actuel sur la pratique de la littératie financière, il n'existe aucun consensus déterminant si l'apprentissage financier sur un sujet particulier (comme les cartes de crédit) est généralisé par les consommateurs lorsqu'ils abordent d'autres sujets (comme l'épargne et l'investissement). Il y a toutefois un certain niveau d'unanimité pour affirmer que pour interpeller efficacement la clientèle cible, les interventions doivent recourir à des exemples de décisions financières pertinents et qui ont pris dans la réalité.¹⁶
- Autres informations descriptives disponibles : Dans la mesure du possible, nous avons pris note d'autres informations descriptives : Depuis combien de temps l'intervention est-elle en vigueur? De quelle façon est-elle financée? Combien de clients en bénéficient? Que sait-on à propos des exigences relatives au personnel et à l'administration de cette intervention? Sur quels

¹⁶ Voir par exemple les commentaires des participants à une conférence nationale sur la littératie financière en 2008 (Agence de la consommation en matière financière du Canada, 2008).

autres soutiens ou ressources s'appuie l'intervention dans le cadre de sa mise en œuvre?

- Informations sur les évaluations : Existe-t-il des informations sur les résultats ou effets de l'intervention a) la littératie financière de la clientèle cible et b) la planification ou la poursuite des études parmi la clientèle cible? Il est important de noter que le but ici est en grande partie de vérifier si les initiatives examinées ont été évaluées et non d'en présenter les résultats. Lorsque les évaluations semblaient contenir des informations sur les résultats ou répercussions sur l'éducation supérieure, elles ont été intégrées dans l'analyse documentaire.

Dans le cadre de l'analyse du contexte, nous avons répertorié et dressé le profil des fournisseurs clés de programmes de littératie financière pour les jeunes fréquentant ou non l'école, y compris (mais sans s'y limiter) les fournisseurs qui dispensent le programme « La Zone » (mis sur pied par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada), de même que les organisations qui travaillent en partenariat avec l'Investor Education Fund et le Centre canadien pour l'éducation financière. En outre, nous avons répertorié et dressé le profil des initiatives axées sur la poursuite des études postsecondaires qui offrent des volets sur la gestion des finances personnelles ou la planification financière, ainsi que des projets clés, actuellement à l'essai ou en vigueur destinés aux étudiants de niveau postsecondaire, et qui abordent la gestion des finances personnelles en tant que facteur de persévérance scolaire. Certaines initiatives internationales sont également mentionnées et décrites lorsqu'elles sont pertinentes, y compris des programmes aux États-Unis (comme JumpStart), au Royaume-Uni (comme Money Doctor), en Nouvelle-Zélande (comme Sorted et d'autres initiatives) et en Australie.

Aperçu descriptif de l'échantillon

Cette section propose certaines données descriptives de base visant à offrir aux lecteurs un aperçu de la nature de l'échantillon avant de présenter certains programmes particuliers à titre d'exemples. Bien que l'échantillon des initiatives examinées dans le cadre de la présente étude ne soit pas rigoureusement représentatif, les données fournies plus loin dressent un portrait raisonnablement exact de l'état des lieux en matière de littératie financière axée sur la planification des études et les finances.

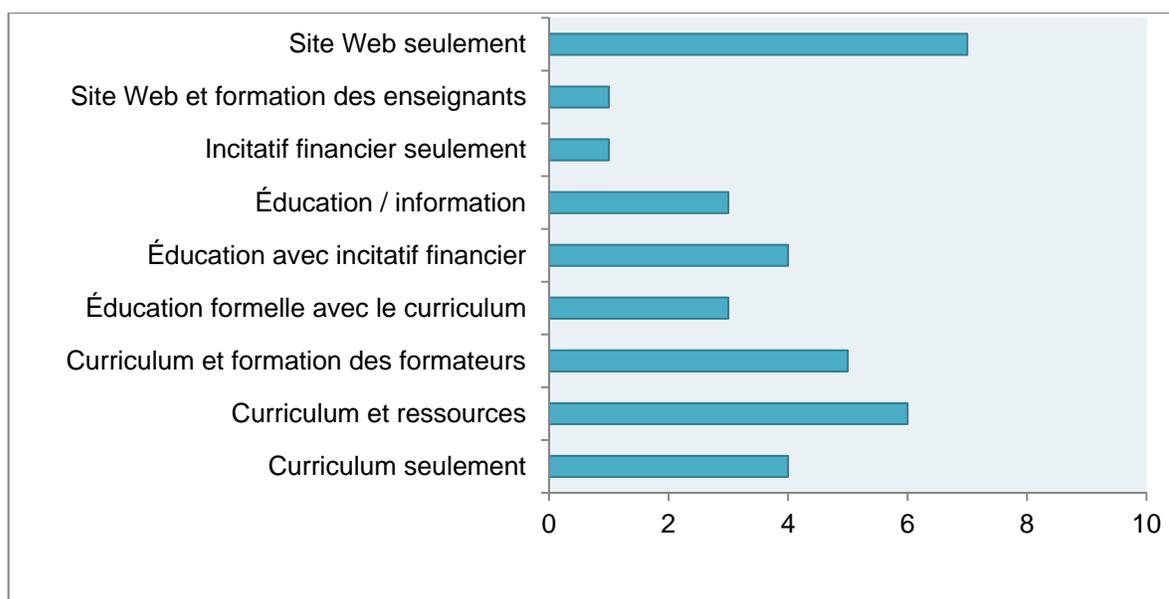
Au total, 34 initiatives au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Australie sont présentées dans cette analyse. Parmi celles-ci, 22 sont canadiennes, quatre américaines, quatre britanniques, deux australiennes et deux néo-zélandaises. Ces pays ont été choisis parce qu'ils constituent les pays de langue anglaise au sein desquels le domaine de la littératie financière est le plus avancé. Ils sont également les plus fréquemment cités dans la recherche comparative à l'échelle internationale.¹⁷

¹⁷ Voir par exemple l'International Gateway for Financial Education de l'OCDE, disponible à l'adresse www.financial-education.org, ainsi que Social and Enterprise Development Innovations (SEDI) (2004).

Un mélange d'approches passives et actives

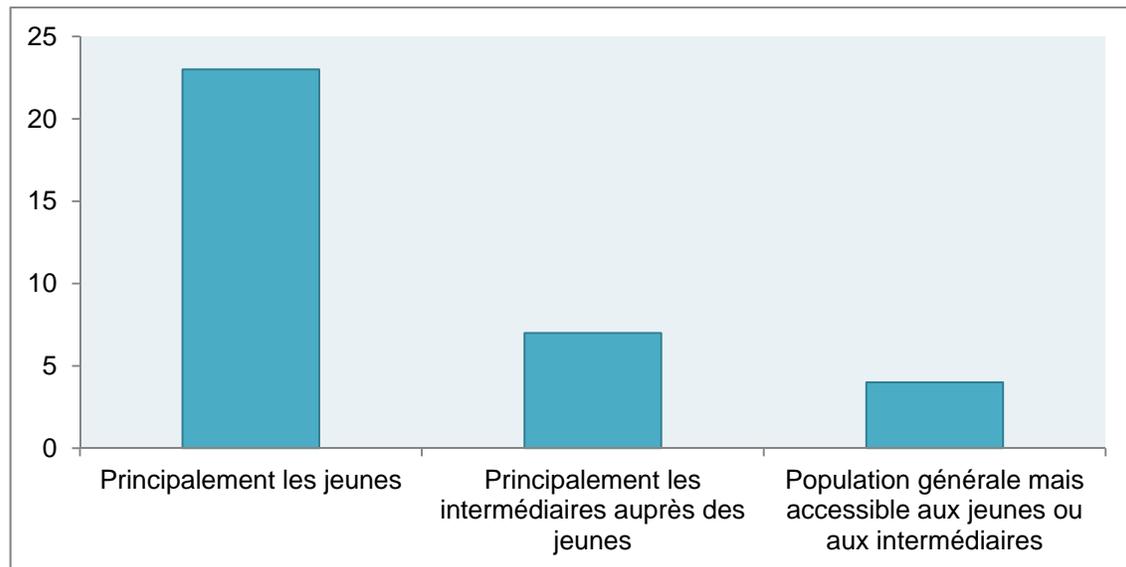
Des 34 initiatives examinées, 13 offrent seulement un produit, 10 seulement un service, et 11 un produit jumelé à un service. À l'instar des précédentes analyses du contexte dans le domaine de la littératie financière (Robson et Kuckaka, 2005; Social and Enterprise Development Innovations, 2008a et 2008b), la présente étude a relevé un grand nombre d'initiatives qui reposent fortement, et même uniquement, sur un site Web (voir le tableau 1 plus loin). Dans les cinq pays examinés, au moins une organisation importante vouée à la littératie financière entretient un site Web à guichet unique offrant aux consommateurs des informations sur la littératie financière. Outre ces sites inspirés des centres d'échange d'informations, bon nombre d'autres fournisseurs s'appuient également sur des supports en ligne pour diffuser la documentation relative à leur programme ou même pour offrir directement une formation aux jeunes ou à des intermédiaires (comme des conseillers ou enseignants) qui travaillent auprès des jeunes.

Figure 1 : Initiatives examinées, par type



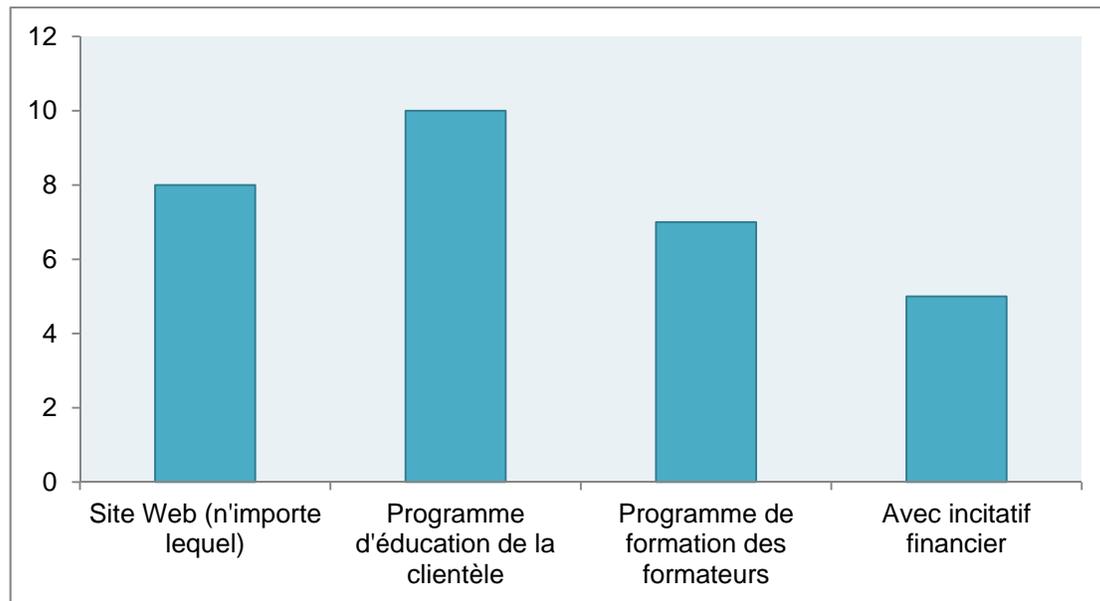
Bien que la plupart (23 sur 34, voir la figure 2 plus loin) des initiatives examinées offrent leurs produits ou services directement aux jeunes consommateurs (le terme « jeunes » désignant les personnes en âge de poursuivre des études postsecondaires ou plus jeunes), quelques-unes (sept parmi les 34) empruntent une voie moins directe et proposent plutôt de l'information ou de l'éducation aux enseignants, aux parents et aux travailleurs auprès des jeunes. Enfin, un petit nombre d'initiatives, habituellement les sites Web axés sur l'échange d'informations entretenus par d'importantes organisations à l'échelle nationale ou régionale qui abordent la littératie financière, sont en réalité conçues pour la population en général, mais peuvent présenter une composante qui vise plus particulièrement les jeunes (par exemple, une section conçue pour les jeunes dans un site Web destiné au grand public).

Figure 2 : Initiatives examinées, par clientèle cible



Parallèlement à la prestation (produits et services) et l'auditoire cible d'une initiative, un autre élément à prendre en compte dans le spectre des approches passives et actives de prestation de la littératie financière est le recours ou non à des incitatifs financiers. Dans le secteur des services financiers, par exemple, des informations, de l'éducation et des conseils sont offerts dans le cadre des activités générales des établissements financiers. En ce qui concerne la pratique de la littératie financière extérieure aux activités de ces prestataires à but lucratif, certains frais pourraient être exigés (comme des frais d'inscription pour participer à un atelier) ou des avantages financiers offerts. Par exemple, certains programmes de littératie financière sont en fait liés à des bourses d'épargne-études; pour profiter des avantages financiers, le client doit participer à des séances d'éducation ou de formation en matière de littératie financière. Récompenser le client plutôt que le faire payer pour participer à un programme de littératie financière constitue certainement une approche plus active afin de stimuler la prise en charge et la participation. Cette approche pourrait également améliorer l'apprentissage en créant une occasion de l'appliquer avec de l'argent réel, une approche dont il a souvent été démontré dans la documentation qu'elle était indicatrice d'une amélioration de la littératie financière (Atkinson, McKay, Kempson et Collard, 2006; Hogarth, Hilgert et Beverly, 2003; Braunstein et Welch, 2002).

Figure 3 : Initiatives examinées, par type, recodifiées

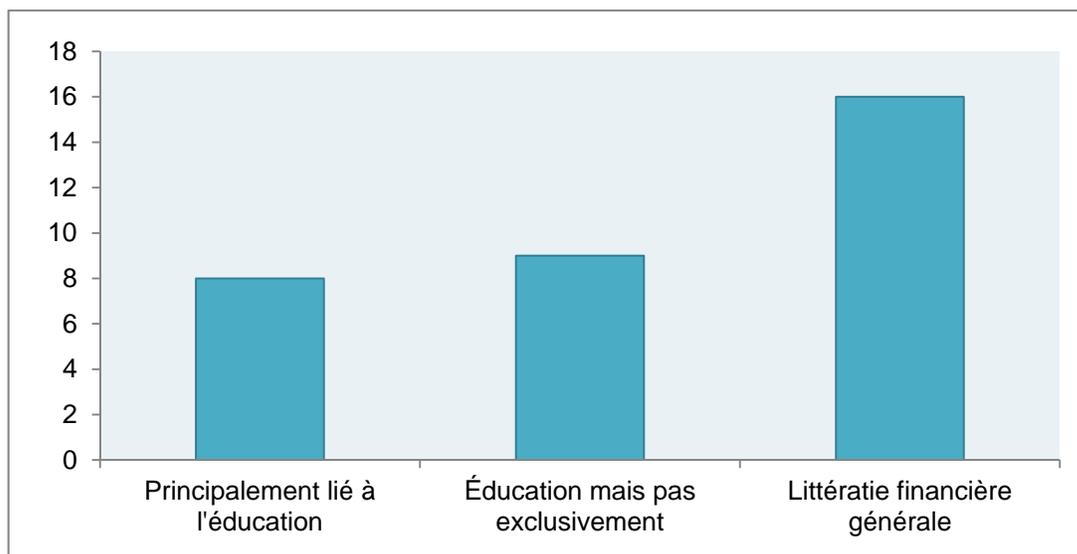


Dans la figure 3 ci-dessus, nous pouvons voir plus clairement un schéma indiquant le degré de passivité ou d'activité des interventions de littératie financière destinées à améliorer la littératie financière des jeunes : un quart des 34 initiatives ont recours à la prestation en ligne et près d'un quart, bien qu'ayant recours à l'éducation et à la formation, ciblent exclusivement et directement les enseignants ou les travailleurs auprès des jeunes qui sont censés à leur tour aider les jeunes. Un tiers des interventions sont plus actives car elles proposent de l'éducation ou de la formation directement aux jeunes et, enfin, une sur six offre un incitatif financier pour inciter les jeunes à participer à des programmes de littératie financière.

Peu d'interventions axées expressément sur les décisions en matière d'éducation, et encore moins s'adressant aux jeunes à faible revenu

Tel que l'indique plus loin la figure 4, la majorité des initiatives examinées n'abordaient pas de façon spécifique les décisions financières liées à l'éducation postsecondaire, mais offraient plutôt des informations ou des techniques en matière de littératie financière aux jeunes ou aux intermédiaires œuvrant auprès des jeunes qui passent du secondaire au postsecondaire.

Figure 4 : Interventions, par objectif principal



Un nombre minoritaire mais quand même assez important (huit des 34) d'initiatives visaient particulièrement à soutenir les décisions financières liées à l'éducation postsecondaire chez les jeunes participant à l'initiative ou bénéficiant indirectement des apprentissages par l'entremise d'intermédiaires. Une quantité légèrement plus élevée d'initiatives abordaient une plus vaste gamme de sujets liés aux finances tout en intégrant des thèmes liés à l'éducation.

La diversité de ces programmes donne à penser qu'aucun consensus clair ne se dégage dans le domaine de la pratique sur la question à savoir si la littératie financière est ou non un ensemble de connaissances, de capacités et d'attitudes enseignables. Tel que mentionné précédemment, ce constat témoigne d'une divergence d'opinions dans ce secteur et porte à croire que d'autres études sont nécessaires pour savoir si les jeunes peuvent recourir, et recourent effectivement, à des compétences plus générales en matière de littératie financière (gestion financière, planification, choix des produits et information continue) au moment de prendre des décisions relatives à leurs études postsecondaires. Par ailleurs, il est possible que, pour avoir une influence sur les décisions en matière d'éducation, une intervention de littératie financière doive fortement s'appuyer sur un contexte d'éducation. À l'heure actuelle, aucune de ces positions n'est clairement adoptée par le secteur de la littératie financière. Outre les informations sommaires présentées plus haut, le présent rapport propose de brèves études de cas pour dresser un profil d'initiatives choisies répertoriées dans le cadre de l'analyse du contexte.

Ces initiatives ont d'abord été sélectionnées pour exposer les grandes lignes de programmes visant expressément à soutenir les décisions financières liées à l'éducation :

- TuitionEdu et Financial Literacy 101 sont deux services en ligne par abonnement offerts par la firme américaine Decision Partners. Alors que TuitionEdu fournit des informations et du soutien en ligne en matière de planification des études à l'intention des élèves du secondaire, Financial Literacy 101 propose des informations plus générales sur la gestion du budget et les finances aux étudiants de niveau postsecondaire.
- Les programmes de counseling à la fin des études, à l'intention de tous les bénéficiaires d'aide financière aux États-Unis sont également une ressource libre service en ligne qui visent à respecter les exigences légales de prestation d'informations à tous les titulaires de prêts pour soutenir leurs décisions financières en matière de remboursement des prêts.
- Des programmes de counseling au début et à la fin des études, inspirés des programmes du même type aux États-Unis, sont présentement à l'essai pour certains titulaires de prêts provinciaux et d'études en Colombie-Britannique.
- Cibléétudes constitue la ressource centrale en ligne créée par les gouvernements du Canada et provinciaux pour diffuser de l'information sur l'éducation au Canada, y compris, mais sans s'y limiter, les décisions financières liées aux études postsecondaires.
- Sensibilisation dans les communautés à l'épargne-études est un programme de subventions et de contributions dirigé par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), pour soutenir les organisations locales et sans but lucratif et offrir des services d'information et de formation afin d'accroître la connaissance et susciter l'intérêt des parents à l'égard des subventions gouvernementales soutenant l'épargne-études.
- Career Trek est un programme qui favorise de meilleurs résultats en matière d'éducation chez les jeunes défavorisés en explorant les possibilités de carrière dans des milieux de travail et des campus d'établissements postsecondaires locaux.
- Passeport pour ma réussite, un programme du Canada, favorise de meilleurs résultats au secondaire et une plus grande participation aux études postsecondaires pour les jeunes vivant dans des quartiers défavorisés.

Certaines des initiatives mentionnées sont décrites plus en détail plus loin dans le cadre de l'analyse du contexte. Des notes détaillées sur toutes ces initiatives figurent à l'Annexe C. La dernière étape de traitement des initiatives décrites plus loin visait à fournir des exemples des différentes catégories d'initiatives présentées dans les figures 3 et 4.

Les 26 initiatives restantes sont toutes liées d'une certaine façon aux décisions financières en matière d'éducation postsecondaire, mais leur objectif consistait à favoriser la littératie financière globalement. Le contenu de ces initiatives relatif à l'éducation supérieure était limité et présenté parallèlement à une variété beaucoup plus grande de sujets tels que les opérations bancaires, la cote de solvabilité et l'investissement. Certains exemples de ce type d'initiatives (le Fonds pour l'éducation des investisseurs en Ontario, Planning 10 en Colombie-Britannique, La Zone de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada et Sorted en Nouvelle-Zélande) sont également abordés plus loin pour offrir aux lecteurs un aperçu de la façon dont les initiatives plus générales de littératie financière peuvent également

influencer l'accès aux informations sur l'éducation supérieure. Des notes détaillées sur ces initiatives figurent aussi dans l'Annexe C.

Enfin, les initiatives décrites ont été réexaminées pour donner priorité à celles qui visent explicitement à rejoindre les jeunes à faible revenu. Deux d'entre elles, Career Trek et Passeport pour ma réussite, figurent dans la liste dressée plus haut. Il y a également :

- Youth Fair Gains, un programme dispensé par un organisme sans but lucratif de Calgary, qui verse un montant correspondant aux sommes épargnées par les jeunes clients à faible revenu, lesquels doivent participer à des ateliers sur la littératie financière et peuvent uniquement utiliser cet argent à des fins approuvées, notamment pour poursuivre des études.
- Youth\$ave, un programme organisé par un organisme sans but lucratif de la région de Kitchener similaire à Fair Gains, mais qui limite l'utilisation des fonds aux études postsecondaires.

Ces deux programmes sont toutefois conçus et dispensés dans l'optique du développement des actifs pour accroître l'accès à l'épargne chez les jeunes à faible revenu. Le fait que l'éducation supérieure soit un des buts ou le seul but pour lequel les fonds peuvent être utilisés vise davantage à fixer un objectif pertinent au cycle de vie pour la clientèle cible qu'à accroître l'accès aux études postsecondaires. Ces deux initiatives sont également présentées en détail dans la prochaine section du rapport et des notes à leur sujet figurent dans l'annexe C.

En résumé, parmi les 34 initiatives recensées dans l'analyse du contexte, huit se penchent sur la littératie financière lorsqu'elle est liée aux décisions relatives aux études et quatre sur les jeunes à faible revenu. On peut affirmer que seulement deux d'entre elles, Career Trek et Passeport pour ma réussite, à la fois favorisent la participation à l'éducation supérieure, offrent du soutien en matière de littératie financière et s'adressent aux jeunes à faible revenu. Huit initiatives sont présentées dans la prochaine section. Elles comprennent les quatre initiatives destinées aux jeunes à faible revenu et d'autres initiatives qui, à notre avis, illustrent les données sommaires présentées dans les figures 3 et 4.

Brèves études de cas des initiatives sélectionnées

Passeport pour ma réussite, à travers le Canada

Lancé en 2001 dans le quartier défavorisé de Regent Park à Toronto, le programme Passeport pour ma réussite Canada a depuis été implanté dans 10 autres sites en Ontario, au Québec, au Manitoba et en Nouvelle-Écosse. Localisé dans un organisme communautaire de services sociaux à but non lucratif, le programme a pour vocation d'aider les élèves de l'aire de recrutement à accéder au diplôme d'études secondaires et de favoriser leur participation aux études postsecondaires. Les organismes suivent un modèle de fonctionnement relativement standardisé qui commence par le recrutement d'élèves du secondaire (pour la plupart en 9^e année, au Québec en 7^e année) dans les écoles nourricières qui ont une forte proportion de familles à faible revenu. Les parents ou les tuteurs inscrivent les enfants au programme en réponse

aux activités d'extension du programme déployées dans les écoles nourricières.¹⁸ Dans bien des cas, les parents de ces jeunes n'ont pas fait d'études postsecondaires et ne sont pas en mesure de leur offrir un soutien adéquat pour leurs devoirs ni pour la planification de leur éducation.

Le programme offre une promesse de bourse allant jusqu'à 4 000 \$ (1 000 \$ pour chaque année de participation au programme Passeport) pour les études postsecondaires ainsi que de l'aide immédiate sous forme de tutorat et de mentorat par des bénévoles de la collectivité. Pour surmonter les obstacles financiers à la participation au programme, l'organisme commanditaire met aussi à la disposition des participants des billets de transport en commun et des bons-repas.

Dans leurs deux dernières années d'études secondaires, les participants reçoivent environ 4 à 8 ateliers de groupe sur la planification postsecondaire. Il peut d'agir de présentations par des établissements postsecondaires locaux ou des visites à ces établissements, des présentations par des institutions financières sur la gestion d'un budget et le financement des études (auxquelles sont habituellement invités les parents ou les tuteurs) et de l'information sur les coûts et les avantages de l'éducation postsecondaire. Les participants reçoivent aussi, comme condition d'accès à leur bourse anticipée, une série de 2 à 4 séances individuelles avec le coordonnateur du programme, qui les aide (avec leurs parents ou tuteurs) à mettre au point un plan d'enseignement individualisé notamment pour planifier les cours du secondaire, faire une demande pour les programmes postsecondaires qui les intéressent et recevoir de l'aide pour remplir les demandes de prêts ou bourses décernées par le gouvernement fédéral ou provincial.

Selon les estimations, le programme offrirait entre 15 et 20 heures de services de littératie financière adaptés à la planification des études, ceux-ci étant répartis en séances collectives et individuelles, et en séances axées sur les élèves et celles où les parents participent. Il n'y a pas de programme d'études standard, et les thèmes des ateliers, leur format et les ressources sont déterminés individuellement par le personnel du projet. Par conséquent, il est difficile d'établir avec précision l'intensité de la composante de littératie financière dans l'intervention.

Career Trek, Winnipeg

À l'instar du modèle de Passeport pour ma réussite Canada, Career Trek est un organisme communautaire à but non lucratif qui a recours au mentorat, à l'information et à un incitatif financier pour encourager les élèves à faible revenu à achever leurs études secondaires et à poursuivre des études postsecondaires. À l'image du programme Passeport, les élèves sont recrutés sur recommandation du corps enseignant des écoles participantes. Le programme offre aux élèves un apprentissage par l'expérience qui porte sur les coûts et le rendement des études postsecondaires en leur faisant visiter les campus d'établissements postsecondaires de la région et les lieux de travail d'employeurs locaux où ils apprennent à connaître un vaste éventail de

¹⁸ Dans le quartier Regent Park, les élèves sont systématiquement inscrits au programme, leurs parents ayant le droit de les en retirer.

carrières ainsi que les exigences en matière d'éducation ou de formation qui s'y rattachent. Durant la première étape du programme, les élèves de 6^e année sont exposés à un grand nombre de carrières au cours de l'année. Durant la deuxième étape du programme, les élèves de 9^e année examinent à fond un plus petit nombre de carrières et de choix d'études. Le programme a aussi été adapté aux besoins des élèves autochtones qui vivent sur des réserves, des élèves à faible revenu de Brandon (Manitoba) et des mères à faible revenu qui font des études secondaires à Winnipeg.

Un incitatif financier est disponible pour les jeunes mères par le truchement d'une prestation d'éducation octroyée par la province. En partenariat avec un important fournisseur privé de régimes enregistrés d'épargne-études, Career Trek décerne aussi annuellement des bourses d'études à certains finissants du programme qui commencent des études postsecondaires. Contrairement à presque toutes les autres initiatives recensées dans le cadre de notre analyse, Career Trek repose quasi exclusivement sur un modèle « d'apprentissage par la pratique » et non sur des ateliers ou du counseling collectif ou individuel. À l'instar du programme Passeport pour ma réussite Canada, il n'est pas simple d'interpréter l'incidence du programme sur la littératie financière des participants.

Une étude longitudinale a été lancée en partenariat avec des chercheurs universitaires de l'Université de Winnipeg et de l'Université du Manitoba. Cette étude pourra peut-être démontrer les répercussions mesurables sur les résultats aux paliers secondaire et postsecondaire. Il n'est pas clair si les résultats en matière de littératie financière font partie des objectifs de l'étude.

Youth Fair Gains, Momentum Calgary

Depuis approximativement 1999, Momentum Calgary (précédemment Mennonite Central Committee Employment Development of Calgary), organisme communautaire à but non lucratif, dispense un programme de littératie financière et d'épargne pour les résidents à faible revenu de Calgary. En s'appuyant sur son expérience d'un modèle analogue déployé à l'échelle nationale, Fair Gains offre aux participants, d'une part, un incitatif financier de contrepartie à hauteur des économies déposées dans un compte de perfectionnement individuel (CPI) et, d'autre part, une série d'ateliers obligatoires sur la littératie financière. Il y a presque 10 ans, l'organisme a lancé une version pour les jeunes qui se base sur le programme destiné aux adultes. Youth Fair Gains accepte maintenant chaque année approximativement 80 jeunes à faible revenu âgés de 16 à 21 ans dans son programme d'un an ou de deux ans. Dans le cadre de la sélection des candidats, tous les participants sont assujettis à un contrôle de leurs revenus et patrimoine. Si la plupart des participants ont une certaine forme de revenu d'emploi, plusieurs d'entre eux sont aussi bénéficiaires d'aide sociale.

Au cours de la première année, on s'attend à ce que les participants fassent des dépôts d'au moins 10 \$ par mois dans leur CPI et qu'ils assistent à approximativement 20 heures d'ateliers collectifs sur la littératie financière. Modulaires, ces ateliers abordent des thèmes généraux en matière de gestion financière personnelle tels que l'établissement et la gestion d'un budget, l'établissement de plans et d'objectifs financiers, le recours au crédit et la gestion de l'endettement ainsi que les attitudes à l'égard des dépenses et de la consommation. Bien qu'aucun de ces modules ne se

rapporte directement à la planification des études, le modèle du programme présume que l'apprentissage est transférable à l'ensemble des décisions et engagements financiers pour lesquels le CPI peut être utilisé. Dans le cas de Youth Fair Gains, cela inclut acheter des outils pour l'emploi, mettre sur pied une micro-entreprise et faire des études ou suivre une formation professionnelle (y compris des cours postsecondaires et des programmes de certification). Les participants peuvent reconduire leurs épargnes pour une deuxième année en vue de l'accession à la propriété.

Outre les ateliers généraux sur la littératie financière, Momentum offre une série d'ateliers gratuits sur l'épargne pour les études et les régimes enregistrés d'épargne-études. Ces ateliers font partie d'une série nationale d'activités financées par RHDCC dans le cadre du Programme canadien pour l'épargne-études. Si la participation des jeunes à ces ateliers n'est pas interdite, les séances (ainsi que toutes les activités dans le cadre des programmes d'extension de RHDCC) ciblent néanmoins les parents ayant des enfants qui sont admissibles à divers incitatifs et avantages octroyés par les gouvernements fédéral et provincial pour favoriser l'épargne-études.

Momentum publie annuellement un rapport sur les résultats de ses programmes Fair Gains et recueille une grande quantité de données sur les participants pendant la durée des programmes. Cependant, peu d'analyses ont été effectuées pour évaluer les résultats de ces programmes et leur effet sur les participants en matière d'habitudes d'épargne, de littératie financière, d'investissements pour les études ou d'autres buts admissibles d'épargne.

Youth\$ave, Lutherwood CODA, Kitchener-Waterloo

Ayant participé au projet de démonstration \$avoir en banque (*learn\$ave*) pour le compte de perfectionnement individuel (CPI), Lutherwood CODA a lancé Youth\$ave en 2005. Offert au départ à titre de projet pilote, le programme acceptait chaque année seulement 15 élèves de 10^e année et leur offrait un compte personnel d'épargne (ou CPI semblable à celui de Youth Fair Gains et \$avoir en banque) leur donnant un crédit de contrepartie à hauteur de 3 \$ pour chaque dollar d'épargne. De manière analogue à d'autres programmes de CPI, le titulaire du compte n'a pas accès à la contribution de contrepartie; les fonds ne sont accessibles qu'à l'organisme commanditaire (Lutherwood CODA) qui les transmet directement à un fournisseur pour l'achat d'articles admissibles. Dans le cas de Youth\$ave, les fonds ne peuvent être destinés qu'à l'éducation postsecondaire (collège ou université), mais la formation qui est obligatoire pour tous les participants aborde une gamme plus générale de thèmes financiers tels que l'épargne, l'utilisation du crédit et des prêts, le consumérisme et la fixation d'objectifs financiers.

Youth\$ave limite aussi l'admissibilité aux élèves dont les résultats scolaires sont suffisamment bons pour poursuivre des études universitaires et qui avaient déjà exprimé le désir de le faire. Étant donné que ces élèves ont de bons résultats scolaires, souhaitent faire des études et doivent s'inscrire eux-mêmes au projet Youth\$ave, il n'est pas clair si le programme peut avoir un véritable effet sur la participation aux études postsecondaires ou s'il sert simplement à remplacer d'autres formes de financement axées sur les besoins par un plan d'épargne individuel dans les cas où la décision de poursuivre des études postsecondaires a déjà été prise. Pour

ces raisons, entre autres, il est préférable de définir Youth\$ave comme une initiative de développement des actifs plutôt qu'une initiative favorisant la participation aux études postsecondaires.

La première cohorte de participants a achevé le programme au printemps 2008 avec un taux d'abandon de 3 sur 15, et il restait 11 élèves de la deuxième cohorte qui devaient terminer l'année suivante. Le projet a reçu un financement supplémentaire en 2008 mais il n'est pas clair s'il se poursuivra passé l'étape pilote; aucun résultat ni évaluation n'a été publié.

Fonds pour l'éducation des investisseurs, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Le Fonds pour l'éducation des investisseurs est l'un des organismes canadiens les plus actifs parmi ceux recensés dans la présente analyse en ce qui a trait à la quantité d'initiatives ciblant les jeunes. À l'instar des autres autorités de réglementation, le Fonds pour l'éducation des investisseurs exploite un grand site Web qui renseigne les consommateurs sur des thèmes comme la gestion d'un budget, les investissements, le recours au crédit, l'endettement et la planification financière. Le site Web ne vise pas exclusivement les élèves du secondaire, mais il propose une section de ressources dont le contenu et la présentation visent spécifiquement les jeunes, ainsi qu'une section de modules d'autoapprentissage et multimédias (vidéos, calculatrices et jeux) qui ciblent les jeunes. Enfin, le site contient aussi une collection interrogeable de ressources internes et externes destinée à appuyer les parents et le corps enseignant dans l'enseignement de la littératie financière aux jeunes.

En partenariat avec le quotidien *The Toronto Star*, le Fonds offre un programme d'études gratuit en littératie financière et des ressources pour la salle de classe sur les finances personnelles. Visant les élèves de la 9^e à la 12^e année, le programme d'études comporte des renseignements et des leçons explicites sur les coûts de l'éducation postsecondaire, la planification et le financement dans le cadre de la trousse Smart Money Kit. Par exemple, les élèves qui suivent le programme d'études sont invités à faire des recherches sur la formation à obtenir pour se lancer dans une carrière particulière, et ce, en analysant les annonces d'emploi publiées dans le *Toronto Star*. En outre, les élèves doivent dresser un budget et un plan financier pour leurs études postsecondaires en tenant compte des options de financement au moyen de prêts et d'un travail rémunéré ainsi que du coût du logement à la maison par rapport au logement en dehors du foyer. Dans le cadre d'une initiative séparée en collaboration avec l'Ontario School Counsellors' Association, le Fonds décerne un prix annuel pouvant aller de 300 \$ à 750 \$ au meilleur plan financier postsecondaire présenté par un élève du palier secondaire de l'Ontario.

En plus d'offrir un programme d'études en classe, de l'information et de l'apprentissage en ligne et un prix, le Fonds pour l'éducation des investisseurs prend en charge les dépenses engagées par les écoles secondaires intéressées à accueillir des présentations de Funny Money™. Ces présentations interactives au ton humoristique sont destinées à sensibiliser les élèves du secondaire à leurs attitudes et habitudes financières personnelles.

Contrairement aux trois premières études de cas examinées plus haut, les initiatives du Fonds pour l'éducation des investisseurs visent un large public de jeunes, de parents et d'éducatrices et éducateurs en Ontario. Ils ne visent pas particulièrement les élèves à faible revenu ou vulnérables, ni dans leur conception ni dans leur promotion.

Planning 10, BC Securities Commission, et The City / La Zone, Agence de la consommation en matière financière du Canada

Dans les cinq pays examinés dans la présente étude, il est clair que la méthodologie la plus utilisée pour dispenser la littératie financière, même plus que les nombreux sites Web, est l'enseignement en salle de classe. Dans certains territoires, notamment le Royaume-Uni et la Colombie-Britannique, les finances personnelles font partie intégrante du programme d'études secondaires dans le système public. Au Royaume-Uni, le Consumer Financial Education Body (et, anciennement, l'autorité nationale de réglementation des services financiers, la Financial Services Authority) a subventionné plusieurs initiatives visant à élaborer et à dispenser des programmes d'études et de perfectionnement professionnel destinés au corps enseignant du palier secondaire. Cependant, au terme de presque cinq années, on s'interroge sur la pratique actuelle de l'éducation financière dans les écoles du R.-U., à tel point qu'un comité parlementaire représentant tous les partis politiques a été formé pour tenir une enquête à ce sujet. Les grands spécialistes de ce pays ont la perception que, en dépit de l'accès gratuit au matériel didactique et en contravention des lignes directrices nationales, les élèves du R.-U. seront, pour la plupart, peu ou pas du tout exposés à des cours sur les finances personnelles.

Selon une analyse antérieure du contexte (Robson, 2004), presque tous les territoires ont dans leur curriculum des attentes qui créent des occasions d'intégrer la littératie financière à l'enseignement en salle de classe. Par exemple, les normes du curriculum pour les maths incluent des capacités liées à la manipulation de l'argent. Dans le même ordre d'idées, on pourrait satisfaire les lignes directrices régissant la préparation à la vie quotidienne et les aptitudes sociales par l'étude de l'établissement d'un budget et les décisions financières des ménages. Or, à ce jour, seule la Colombie-Britannique propose un cours explicite lié à la gestion financière personnelle. Élaboré par la British Columbia Securities Commission (BCSC), *Planning 10* est dispensé aux élèves de 10^e année dans 59 des 60 districts scolaires en réponse à la nouvelle norme provinciale. Le cours inclut, sans toutefois s'y limiter, la planification de carrière et des études, notamment le financement des études et l'aide financière aux étudiants, l'établissement d'un budget pendant et après les études secondaires et, depuis 2007-2008, l'élaboration d'un plan financier personnel pour la transition après l'école secondaire. Outre la documentation imprimée pour le corps enseignant, la BCSC appuie aussi le perfectionnement professionnel et maintient un portail d'apprentissage en ligne pour les éducatrices et éducateurs, les élèves et leurs familles, en complément à l'enseignement en salle de classe.¹⁹

¹⁹ La première cohorte d'élèves ayant suivi ce cours ont obtenu leur diplôme en 2007. Dans l'évaluation préliminaire et finale du cours, les auteurs ont conclu que la poursuite des études postsecondaires avait baissé pour passer de 85 % dans la cohorte de 2006 à 59 % dans celle de 2008 (Nexus, document sans date). Toutefois, ce déclin peut s'expliquer par le fait que, au moment du sondage ayant servi à l'évaluation (octobre 2008), la cohorte de 2006 disposait de trois années pour poursuivre des études

Le cours *Planning 10* et la documentation associée ont été adaptés pour l'enseignement à l'extérieur de la C.-B. dans le cadre d'un partenariat entre la BCSC et l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC). L'ACFC a examiné le matériel didactique avec des spécialistes, a réalisé une version en français pour le Québec et les collectivités francophones ailleurs au Canada, et a rebaptisé le cours, connu maintenant sous le nom de *La Zone* (version en français) ou *The City* (version en anglais). Pour l'heure, l'ACFC présente *La Zone / The City* en format imprimé ou téléchargeable. Ce produit comporte des plans de leçons ainsi que des activités et des documents à distribuer. Tout ce matériel est proposé gratuitement aux membres du corps enseignant après inscription. Il y a aussi un programme d'autoapprentissage en ligne qui ressemble à un jeu vidéo et qui est destiné aux élèves, aux parents et aux éducatrices et éducateurs. En plus des efforts qu'elle déploie pour joindre les éducatrices et éducateurs dans les écoles, l'ACFC a mené un projet pilote avec le Centre canadien pour l'éducation financière (CCFE) pour rendre *La Zone / The City* accessible aux organismes de services aux jeunes, lesquels sont mieux placés pour joindre les jeunes à faible revenu et vulnérables en dehors du milieu scolaire. Dans le cadre du projet, une formation gratuite a été offerte à 100 organismes de services aux jeunes à condition qu'ils s'engagent à dispenser le programme dans leur collectivité à un nombre modeste de jeunes clients (10 par organisme). Bien que le projet touche à sa fin et que l'évaluation ne soit pas encore achevée, les rapports anecdotiques laissent entendre que cet outil axé sur l'enseignement en salle de classe nécessiterait des modifications au niveau du contenu, du format et des exemples pour le rendre plus accessible et pertinent pour l'audience cible de jeunes ayant à surmonter des obstacles.

À l'automne 2011, l'Ontario devrait ajouter une composante sur les finances personnelles au programme d'études du système public. Tandis que les détails relatifs à cet engagement n'ont pas encore été annoncés par le ministère de l'Éducation, un groupe d'experts a laissé entendre que cette matière devrait être incorporée à des cours existants plutôt que de constituer un cours autonome ou une composante du programme d'études.

Sites Web Ciblés et Sortés

Parmi les nombreux sites Web inclus dans la présente analyse, deux d'entre eux sont particulièrement intéressants en raison de leurs démarches divergentes à l'égard de la prestation de la littératie financière liée à la planification des études postsecondaires. Subventionné par Ressources humaines et Développement des compétences Canada, le site Web www.cibletudes.ca a été mis au point en collaboration avec les provinces et territoires et des fournisseurs de services d'éducation. Ce site propose un point d'entrée unique pour l'information en ligne sur l'éducation postsecondaire au Canada. On y trouve des renseignements sur les programmes d'études, les sources de financement pour les études (dont les programmes de prêts et de bourses d'études tant privées que publiques) ainsi que des outils interactifs pour estimer le coût des études et l'admissibilité aux prêts. Il s'agit d'une source exhaustive d'information sur les

postsecondaires, comparativement à seulement une année pour la cohorte de 2008. De plus, l'évaluation ne tient pas compte de l'évolution de la conjoncture économique ou des conditions relatives aux politiques en matière d'études supérieures ni des différences entre les cohortes.

aspects tant scolaires que financiers de la planification des études. D'autres sites Web, notamment le Fonds pour l'éducation des investisseurs et l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, citent ce lien à titre de source d'information sur le financement des études. Toutefois, Ciblétudes a pour vocation principale non pas d'intervenir en littératie financière mais plutôt de constituer une vaste source d'information sur les études supérieures au Canada. De plus, ce site ne convient guère aux élèves à faible revenu. Par exemple, on y trouve très peu de renseignements utiles pour les jeunes qui sont les premiers de leur famille à faire des études universitaires. Dans le même ordre d'idées, les mentions relatives à l'épargne ne sont pas très pertinentes ni utiles pour les élèves du secondaire issus de ménages à faible revenu et ayant peu de temps et peu ou pas de ressources financières à consacrer aux études supérieures au moyen d'instruments traditionnels tels qu'un régime enregistré d'épargne-études et la Subvention canadienne pour l'épargne-études.

À l'opposé du site Ciblétudes, on trouve l'initiative phare de la New Zealand Retirement Commission, organisme chargé de la mise en application de la stratégie nationale visant la littératie financière de la Nouvelle-Zélande. Ce site Web www.sorted.org.nz est largement cité dans le monde entier par les intervenants et les spécialistes de la littératie financière comme un portail exemplaire dans le domaine. Structuré en fonction des étapes ou événements de la vie, le site Web Sorted offre un sous-ensemble de pages et d'outils pour les jeunes de trois catégories distinctes : information liée aux études pour les jeunes qui ont l'intention de poursuivre des études supérieures (p. ex., le coût des études supérieures et à quel point elles peuvent générer un revenu plus élevé pendant la vie active); information liée aux études pour les jeunes qui ont déjà des études postsecondaires (par exemple, sur l'endettement lié aux études et le remboursement des prêts); et d'autres renseignements sur la transition vers une plus grande autonomie financière qui peuvent être utiles pour les jeunes quittant le foyer pour la première fois quand ils commencent leurs études postsecondaires. La calculatrice du rendement des études sur le site est hautement imprécise étant donné qu'on ne fait pas la distinction entre les champs d'études ou, à certains égards, le genre de qualification obtenue. Par ailleurs, les études de cas utilisées sur le site pourraient susciter des opinions négatives sur les coûts et les avantages des études supérieures, l'une d'entre elles ayant cet avertissement : « l'université peut vous coûter plus cher que prévu ». Répétons qu'il est important de remarquer que le site Web Sorted a pour but de promouvoir l'accès en ligne à un vaste éventail de renseignements de base sur les finances, et ce, dans le cadre de la stratégie visant à enrichir la littératie financière de la population néo-zélandaise. Cet instrument n'a pas pour vocation de susciter l'intérêt, de sensibiliser ou de favoriser les décisions à l'égard des études supérieures, et sa conception n'est adaptée ni aux besoins, ni aux préférences ni aux préoccupations des jeunes à faible revenu.

Un dernier point au sujet des sites Web cités dans la présente analyse : les élèves à faible revenu peuvent avoir plus de difficultés à utiliser l'information en ligne que les élèves de familles à revenu moyen ou élevé. Ceci s'explique, en partie, par le fait que les ménages à faible revenu sont moins susceptibles de disposer d'un ordinateur et d'une connexion Internet (Statistique Canada, 2010). Mais c'est aussi parce que les sites Web, à l'instar des médias passifs en général, attirent les consommateurs suffisamment motivés pour rechercher de l'information de leur propre initiative. Dans la

mesure où les élèves à faible revenu et leurs parents ou tuteurs ont des lacunes dans leur entendement des coûts et avantages de l'éducation postsecondaire, ont peut-être des attitudes négatives à l'égard des études supérieures et ne font pas autant de démarches pour se préparer aux études après le secondaire, la création d'un site Web peut s'avérer un piètre mécanisme pour modifier ces tendances. Bien que plus complexes et intensives, les approches humaines et holistiques de programmes tels que Passeport pour ma réussite et Career Trek réussissent peut-être mieux à satisfaire les besoins des familles à faible revenu en matière d'information, de sensibilisation et de conseils sur le financement des études.

Sommaire et analyse

L'échantillon d'initiatives présentées dans cette analyse du contexte reflète une série de tendances ou de modèles qui existent dans la pratique. Il est clair que, pour l'heure, il n'existe aucune initiative visant uniquement à combler les lacunes en matière de littératie financière chez les jeunes à faible revenu, et ce, dans le but de favoriser leur participation aux études postsecondaires. Plusieurs initiatives dispensent des renseignements ou de l'enseignement en matière de littératie financière aux jeunes. Parmi elles, certaines utilisent les décisions financières liées à l'éducation comme exemples d'apprentissage pertinents pour les jeunes du niveau secondaire. Toutefois, beaucoup d'autres programmes offrent des informations plus générales, voire génériques, notamment sur l'établissement d'un budget, l'utilisation du crédit ou les droits des consommateurs. Presque toutes les initiatives exclusivement axées sur la littératie financière ciblent l'ensemble des jeunes, souvent par l'entremise de cours offerts dans le système d'éducation publique, plutôt que de viser exclusivement les jeunes à faible revenu ou autrement vulnérables, qui peuvent faire face à des réalités très différentes de celles de leurs pairs bénéficiant de revenus moyens ou élevés en ce qui concerne les ressources financières, les habitudes, les priorités et même la fidélité aux services financiers traditionnels au sein de leur foyer. Bref, les fournisseurs de services de littératie financière ne se considèrent pas des promoteurs de la participation aux études supérieures. Lorsqu'ils offrent de l'information, de l'éducation ou des conseils sur les études postsecondaires, il s'agit d'un exemple appliqué des principes financiers ou des compétences qu'ils essaient de transmettre autrement. En revanche, les promoteurs de l'éducation postsecondaire qui utilisent des produits ou services de littératie financière ne se fient pas uniquement à ceux-ci; ils les associent ou les intègrent à d'autres éléments tels que le tutorat, les incitatifs financiers et l'apprentissage par l'expérience.

Entre les fournisseurs de services de littératie financière et les promoteurs de l'éducation postsecondaire, la zone de chevauchement qui vise aussi à satisfaire les besoins des jeunes à faible revenu demeure largement inexplorée. L'analyse a repéré un sous-ensemble d'initiatives (Youth\$ave, Passeport pour ma réussite, Career Trek et Youth Fair Gains) qui ciblent les jeunes à faible revenu. Chose remarquable à propos de ces interventions, c'est qu'elles adoptent une démarche intensive et à plusieurs facettes dans le cadre pour leur programmation. Ces programmes combinent tous un certain degré d'information, d'éducation et de conseils en matière de littératie financière avec un incitatif financier et un important encadrement individuel au moyen du mentorat ou de la gestion de cas par un organisme communautaire. Selon la recherche menée par le SEDI, quand il est question de recevoir de l'aide en littératie

financière, les adultes à faible revenu préfèrent les services plus humains et personnalisés dispensés par des organismes communautaires réputés à ceux de fournisseurs traditionnels (tels que les conseillers financiers d'institutions bancaires ou de sociétés de placement) ou aux options libre-service telles que les sites Web ou les modules d'apprentissage en ligne (Robson, Gosse et Kuckaka, 2007). Il se pourrait que les jeunes issus de ménages à faible revenu préfèrent, eux aussi, les services plus humains pour enrichir leur littératie financière et que ces organismes évaluent avec justesse les besoins et les préférences de leur clientèle. En revanche, la recherche laisse entendre que, parmi les adultes, l'ajout d'un volet d'éducation financière n'offre que peu ou pas d'avantages additionnels quand un incitatif financier est déjà présent (Leckie, Hui, Tattrie, Robson et Voyer, 2010). Selon la même étude, le coût marginal relatif à l'ajout d'un volet de formation en littératie financière est faible, comparativement au coût d'ensemble du programme. Si on éliminait l'incitatif financier des quatre programmes figurant dans la présente analyse, on ne sait pas quelle en serait l'incidence sur les études. Si la littératie financière constitue une composante relativement peu coûteuse et parfois utile d'un programme qui cible les jeunes à faible revenu, elle pourrait, à elle seule, ne pas être suffisante pour surmonter les divers obstacles à la participation aux études supérieures. Si l'on se fie à la structure de leurs programmes, il semblerait que les organismes communautaires aient déterminé qu'une approche englobant, sans toutefois en dépendre exclusivement, de l'information, de l'éducation et des conseils en matière de littératie financière constitue le meilleur modèle dans la pratique pour accroître la participation aux études secondaires chez les jeunes à faible revenu.

Recommandations visant à améliorer nos connaissances sur le rôle de la littératie financière en tant qu'obstacle complexe à la poursuite des études postsecondaires chez les élèves à faible revenu

En conclusion, nous mettons en évidence les prochaines étapes à franchir pour approfondir nos connaissances sur le rôle de la littératie financière en tant qu'obstacle complexe à la poursuite des études postsecondaires chez les élèves à faible revenu. Cette section constitue une brève description puisque les recommandations proviennent des rubriques « Sommaire et analyse » du présent document. Nous nous concentrons sur ce que nous jugeons être les principales occasions d'enrichir les connaissances.

Recommandation no 1 : Tester l'incidence de l'acquisition de connaissances en matière de littératie financière plus tôt pendant les études secondaires

Nous savons que la diffusion d'informations sur le financement des études postsecondaires n'est pas suffisante pour changer les comportements. Cependant, cette conclusion est tirée d'études sur des initiatives mises en œuvre en 12^e année. Si la diffusion d'informations à propos des coûts, des avantages et de l'aide financière aux étudiants influence non seulement la décision de poursuivre des études postsecondaires, mais également les efforts scolaires des étudiants (dans le but d'être

admis), alors il est peut-être trop tard en 12^e année. Cela pourrait expliquer pourquoi les études existantes ont conclu que ce type d'initiatives était généralement inefficace. Ainsi, il pourrait être très judicieux d'évaluer la prestation de tels programmes plus tôt (c.-à.d. plus tôt à l'école secondaire).

Recommandation no 2 : Tester l'incidence du « déjumelage » des prêts et des bourses non remboursables

Étant donné l'importante réticence à l'endettement soulignée dans l'étude, il pourrait être préférable de « déjumeler » les bourses des prêts étudiants remboursables. Une des solutions consisterait à permettre aux étudiants de refuser les prêts étudiants en cochant une case au début du formulaire de demande d'aide financière. Cependant, on ignore pour l'instant si cette approche serait efficace. Bien que cette formule puisse aider certains étudiants à recevoir des bourses non remboursables, elle pourrait également dissuader d'autres étudiants réfractaires à l'endettement de demander des prêts dont ils pourraient en réalité bénéficier. Par conséquent, il serait judicieux de tester cette approche avant d'aller de l'avant.

Recommandation no 3 : Modifier les programmes existants en matière de littératie financière pour inclure les études postsecondaires aux objectifs, et tester les programmes avant leur mise en œuvre intégrale

En ce qui concerne la prestation des programmes existants en littératie financière, il apparaît clairement que l'investissement en capital humain ne représente pas l'objectif principal des responsables de ces programmes, malgré le fait que l'éducation constitue pour bon nombre de personnes un des plus importants investissements de leur vie. Les programmes actuels se fondent sur des investissements financiers plus traditionnels. L'intégration de la poursuite des études postsecondaires en tant qu'objectif clé des programmes actuels repose peut-être sur la capacité des intervenants du milieu postsecondaire à faire ressortir l'importance du capital humain dans le portefeuille global des investissements des jeunes. En outre, on ne sait pas si les programmes existants font une différence dans la vie de leurs clients. Dans leur état actuel, on peut savoir ou non ce qui est arrivé aux participants, mais il est certain que nous ignorons ce qui serait survenu en l'absence de ces programmes. Avant de mettre en œuvre de nouveaux programmes qui intègrent la littératie financière liée aux études postsecondaires, il serait important de les tester dans le cadre d'une étude pilote afin d'en découvrir les coûts et avantages.

Annexe A : Description des études pertinentes dans l'analyse documentaire

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
Acumen Research Group (2009)	Incidence de la perception du rendement net des études postsecondaires sur la probabilité de fréquentation	Régression	Sondage réalisé par les auteurs	711	Canada	Élèves de 12 ^e année à London (Ontario), suivis l'année suivante	La perception du rendement net n'est pas associée à la fréquentation d'un établissement postsecondaire mais est positivement associée à la fréquentation d'une université. La mesure de la perception est une échelle de 16 paramètres qui est très difficile à interpréter tant sur le plan conceptuel que statistique.
Bettinger et coll. (2009)	Incidence de l'aide pour remplir les demandes FAFSA et de l'information sur l'inscription à un établissement postsecondaire et les demandes d'aide financière	Groupes de traitement et de contrôle randomisés; comparaison entre les groupes par régression	Administratives	866	É.-U.	Enfants à charge de 17 à 30 ans de familles à revenu faible à moyen, sans grade de premier cycle	Se voir offrir de l'aide pour les demandes d'aide financière et de l'information sur l'aide financière occasionne, chez les étudiants à charge, une hausse de 26 % des inscriptions au niveau postsecondaire et de 36 % des demandes d'aide. L'information sur l'aide financière, à elle seule, n'a pas d'incidence sur les inscriptions ni sur les demandes d'aide financière.
Brown et coll. (2006)	Incidence de l'aversion /la tolérance à l'égard du risque sur le niveau d'études	Analyse descriptive, y compris régressions	<i>Panel Study of Income Dynamics</i>	5 277	É.-U.	Chefs de ménage	Une hausse de 1 écart-type de l'aversion pour le risque est associée à une baisse d'un peu plus de 1 point de pourcentage de la probabilité de poursuivre des études postsecondaires plutôt que d'abandonner après l'obtention du diplôme d'études secondaires. Une augmentation de 1 de l'écart-type de la tolérance au risque est

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
							associée à 0,086 année de scolarité en plus en général et à une hausse d'environ 1,5 % de la probabilité de poursuivre des études postsecondaires au lieu de s'arrêter au diplôme d'études secondaires.
Cabrera et La Nasa (2000)	Incidence des connaissances en matière d'aide financière sur l'inscription à des études postsecondaires	Analyse descriptive, y compris régressions	<i>National Educational Longitudinal Study</i>	7 417	É.-U.	Élèves de 8 ^e année qui ont été suivis jusqu'à l'âge postsecondaire	Une source d'information additionnelle sur l'aide financière est associée à une augmentation de 5 points de pourcentage de la probabilité de faire une demande d'admission dans un établissement postsecondaire chez les jeunes ayant le SES le plus faible. On ne constate pas une telle association chez les jeunes dont le SES est le plus élevé. Le SES englobe le revenu, l'éducation, l'occupation et le patrimoine des parents.
Clinedinst et De La Rosa (2007)	Perspectives des conseillers d'orientation scolaire sur les prêts d'études	Analyse descriptive	<i>NACAC Secondary School Counseling Trends Survey</i>	1 508	É.-U.	Conseillères et conseillers d'orientation (écoles secondaires)	37 % des conseillères et conseillers en orientation pensent que les jeunes à faible revenu devraient éviter de contracter des prêts à cause du risque de défaut de paiement.
Dynarski et Scott-Clayton (2008)	Évaluation des coûts et des avantages associés à la complexité de la demande d'aide financière	Simulations	<i>National Postsecondary Student Aid Survey (NPSAS)</i> pour les avantages (cibler l'aide	24 253	É.-U.	Étudiants à temps plein de premier cycle au niveau postsecondaire	Des 127+ questions exigées pour l'aide financière conventionnelle (Pell Grants et Stafford Loans), seules quelques-unes (revenu, état matrimonial, taille de la famille, nombre de membres de la

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
			financière); les coûts (le temps) sont estimés en les comparant à ceux associés aux formulaires d'impôts				famille fréquentant un collège) sont nécessaires pour reproduire avec peu d'erreurs la répartition actuelle de l'aide. Les coûts supplémentaires de la complexité se chiffrent à quatre milliards de dollars par an en ce qui concerne les coûts de renonciation, soit la perte de salaire (175 \$ par famille) et les frais d'administration.
EKOS (2009)	Sensibilisation à l'aide financière et aux méthodes de recherche	Statistiques descriptives	Enquête auprès des étudiantes et étudiants du Canada	2 563	Canada	Jeunes de 17 à 30 ans	Sans interrogation guidée, 58 % (45 %) des répondants ont cité les prêts d'études (bourses d'études) comme sources d'aide gouvernementale permettant aux Canadiennes et Canadiens de financer leurs études. Dans une interrogation guidée, 97 % (70 %) d'entre eux avaient entendu parler de prêts d'études (bourses d'études). Parmi les jeunes faisant ou envisageant des études postsecondaires, 43 % avaient cherché de l'information sur le financement des études au cours des 12 derniers mois (principalement sur Internet). Seul environ le quart de ce groupe était au courant de deux sites Web sur l'aide financière du gouvernement fédéral. Ces sites Web étaient peu utilisés, même si les usagers en étaient généralement satisfaits.

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
Ekstrom (1992)	Incidence des connaissances en matière d'aide financière et des coûts de l'inscription à des études postsecondaires	Analyse descriptive, y compris régressions	<i>High School and Beyond Survey</i>	7 213	É.-U.	Élèves en dernière année du secondaire, suivis jusqu'à l'âge postsecondaire	Le fait d'avoir connaissance de l'aide financière est associé à une hausse de 2 points de pourcentage des inscriptions à un établissement postsecondaire et à une hausse de 3 points de pourcentage des inscriptions à une université. Le fait d'avoir connaissance des coûts n'a pas d'incidence sur les inscriptions à un établissement postsecondaire, mais est associé à une hausse de 8 % des inscriptions à l'université. Malheureusement, les variables de la connaissance ne sont pas bien définies étant donné qu'elles ne constituaient pas le thème principal de l'étude.
Flint (1993)	Incidence de la sensibilisation précoce des parents à l'aide financière sur la gamme des établissements postsecondaires envisagés par eux	Analyse descriptive, y compris régressions	Sondage réalisé par la <i>Illinois Student Scholarship Commission</i>	823	É.-U.	Parents d'élèves de 8 ^e qui ont par la suite commencé des études postsecondaires	Il n'y a pas de lien entre le fait que les parents prennent connaissance tôt (lorsque l'enfant est en 8 ^e année) des prêts et de l'emploi pour les étudiants et le niveau moyen de droits de scolarité envisagés par les parents. Une sensibilisation précoce aux bourses d'études est associée à des droits de scolarité plus élevés. Toutefois, la dérivation de la variable constituée par la sensibilisation à l'existence de l'aide financière n'est pas clairement définie.

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
Frenette (2007)	Incidence de la numérotation sur la fréquentation universitaire	Analyse descriptive, y compris régressions / décompositions	Enquête auprès des jeunes en transition, cohorte A	2 389 jeunes à faible revenu et 1 746 jeunes à revenu élevé	Canada	Jeunes de 15 ans, suivis jusqu'à l'âge de 19 ans, qui ont obtenu leur diplôme d'études secondaires	Les différences relatives aux résultats des tests standardisés en mathématiques représentent 15,9 % de l'écart en matière de fréquentation d'un établissement universitaire entre les jeunes à revenu faible et ceux à revenu élevé. Les différences en matière de contraintes financières déclarées représentent 14,4 % de l'écart.
Horn et coll. (2003)	Perceptions des coûts de l'éducation postsecondaire	Analyse descriptive, y compris régressions	Sondages sur les parents et les jeunes tirés du 1999 <i>Household Education Surveys Program</i>	7 285	É.-U.	Élèves (de la 6 ^e à la 12 ^e année) ayant l'intention de poursuivre des études postsecondaires et leurs parents (élèves et parents ayant indiqué que des études postsecondaires faisaient partie de leurs plans)	Les élèves de 11 ^e et 12 ^e année surestiment de 340 % les frais de scolarité des collèges (5 276 \$ c. 1 554 \$), de 65 % ceux des universités publiques, et de 12 % ceux des universités privées. Parmi les élèves de la 9 ^e à la 12 ^e année, l'estimation de ces frais n'était pas plus juste après avoir obtenu de l'information (quoique l'on ait noté une légère amélioration de l'estimation des parents qui avaient obtenu de l'information sur les frais). Les élèves à faible revenu (< 25 000 \$) avaient 24 % moins de chances de donner un coût estimatif précis (soit à 25 % près du coût véritable), après avoir tenu compte d'autres facteurs.
Ikenberry et Hartle (2000)	Perceptions des coûts du collège et	Analyse descriptive	Sondage réalisé par KRC	850	É.-U.	Population générale	Le public surestime le coût annuel total des études dans un

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
	de l'université, et de l'aide		Research and Consulting				collège de 82 %, dans une université publique de 53 % et dans une université privée de 25 %. Presque la moitié (47 %) dit avoir une « très bonne connaissance » ou « une assez bonne connaissance » de la manière de recevoir de l'aide financière pour des études postsecondaires.
Kramer et coll. (2010)	Mesurer les connaissances en matière d'aide financière chez les étudiants universitaires	Analyse descriptive, y compris régressions	Enquête auprès des étudiantes et étudiants du Canada	14 587	Canada	Étudiants (premier cycle) à temps plein de 17 universités canadiennes qui ont fréquenté l'école secondaire au Canada	Les connaissances en matière d'aide sont très faibles parmi le corps étudiant qui a bénéficié de prêts pour les études (en moyenne, 3,01 réponses sur 7 étaient correctes, soit 43 %). Parmi les sources d'information sur l'aide financière pour les études, les sites Web du gouvernement fédéral ou provincial sont les plus performants (chacun augmentant les résultats du test de 4 % à 5 %).
Olson et Rosenfeld (1984)	Incidence du revenu des parents et de leur niveau de scolarisation sur les connaissances en matière d'aide financière	Analyse descriptive, y compris régressions	Composante parentale du sondage <i>High School and Beyond Survey</i>	6 564	É.-U.	Parents d'élèves en avant-dernière et dernière année du secondaire	Le niveau de scolarisation des parents est associé positivement à un indice agrégatif de la connaissance de trois grands programmes d'aide chez les élèves d'avant-dernière et de dernière année du secondaire. L'association de cette connaissance avec le revenu, lorsqu'on tient compte du niveau de scolarisation, est négative pour les élèves de

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
							dernière année ou inexistante pour les élèves d'avant-dernière année. La relation négative (ou l'absence de relation) entre le revenu et la connaissance peut être attribuée au « besoin de savoir » chez les familles à revenu plus faible.
Oreopoulos et Dunn (2010)	Incidence de l'information sur les coûts, les avantages et les établissements postsecondaires locaux sur les attentes en matière d'études postsecondaires	Groupes de traitement et de contrôle randomisés; comparaison entre les groupes par régression	Sondage réalisé par les auteurs	894	Canada	Élèves du secondaire dans des quartiers défavorisés desservis par le Toronto District School Board	Se faire offrir de l'information sur les coûts, les avantages et les établissements postsecondaires locaux fait augmenter de 5,3 points de pourcentage l'ambition d'obtenir un diplôme collégial, mais n'est pas lié à l'ambition d'obtenir un diplôme universitaire. Le fait de fournir de l'information aux élèves fait aussi augmenter de 8,8 points de pourcentage la probabilité qu'ils pensent être admissibles à une bourse d'études.
Palameta et Voyer (2010)	Incidence du prix de l'aide financière sur la demande d'aide financière, et incidence et déterminants de la réticence à l'endettement	Expérience de laboratoire	Sondage réalisé par les auteurs et données tirées de l'exécution de l'expérience	1 208	Canada	Élèves en dernière année du secondaire ou 1 ^{re} année de CEGEP de 12 établissements au Québec, en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan. Ont été exclus 40 élèves qui ne s'attendaient pas	En général, les élèves à faible revenu sont plus sensibles aux prix que ceux à revenu élevé. Une hausse des prix de 10 points de pourcentage est associée à une baisse accrue de 3,6 points de pourcentage de la demande d'aide financière chez les élèves à faible revenu. Entre 5 % et 20 % des élèves sont réticents à s'endetter, mais ceci ne varie pas selon le revenu. Cependant, un faible

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
						à faire des études après le secondaire et n'avaient opté pour l'aide financière au lieu de l'argent dans aucune de leurs décisions.	niveau de numératie, un taux d'actualisation individuel élevé et la perception d'un faible rendement net des études postsecondaires étaient associés positivement à la probabilité d'être réticent à l'endettement.
Plank et Jordan (2001)	Incidence sur les inscriptions postsecondaires de la recherche d'information sur l'aide financière	Analyse descriptive, y compris régressions	<i>National Educational Longitudinal Study</i>	8 115	É.-U.	Élèves de 10 ^e année suivis jusqu'à 2 ans après le secondaire	Une hausse de 1 % du nombre de sources d'information consultées sur l'aide financière est associée à une hausse de 0,36 % de la probabilité de fréquenter une université (comparativement à ne s'inscrire à aucune forme d'études postsecondaires). En moyenne, les jeunes ont consulté 2,8 sources d'information. On estime qu'une source d'information additionnelle (soit une hausse de 35,7 %) fait augmenter le taux d'inscription de 12,85 %.
Prairie Research Associates (2008)	Habitudes des étudiants universitaires relativement à l'établissement d'un budget et l'utilisation de cartes de crédit	Analyse descriptive	Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires	11 981	Canada	Diplômés universitaires de premier cycle de 31 universités	Environ 71 % suivent un budget. Environ 72 % ont au moins une carte de crédit et environ 20 % en ont au moins deux. De ceux qui ont au moins une carte de crédit, 78 % règlent intégralement leur solde chaque mois, mais 11 % ont un solde impayé de plus 1 000 \$.

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
Prairie Research Associates (2008)	Habitudes des étudiants universitaires relativement à l'établissement d'un budget et l'utilisation de cartes de crédit	Analyse descriptive	Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires	11 981	Canada	Diplômés universitaires de premier cycle de 31 universités	Environ 71 % suivent un budget. Environ 72 % ont au moins une carte de crédit et environ 20 % en ont au moins deux. De ceux qui ont au moins une carte de crédit, 78 % règlent intégralement leur solde chaque mois, mais 11 % ont un solde impayé de plus 1 000 \$.
Sedaie (1998)	Incidence des cours d'économie sur l'intention de poursuivre des études postsecondaires	Analyse descriptive, y compris régressions	<i>National Assessment of Economic Education Survey</i>	1 734	É.-U.	Élèves de dernière année du secondaire qui ont suivi un cours d'économie	L'écart entre l'intention de s'inscrire à une université et la décision de ne pas poursuivre d'études postsecondaires est supérieur de 8 points de pourcentage lorsque les cours d'économie aident beaucoup les élèves de dernière année à réfléchir à l'idée de faire des études, comparativement à aider un peu ou pas du tout.
Tomás Rivera Policy Institute at University of Southern California (2004)	Incidence des connaissances en matière d'aide financière sur l'inscription à des études postsecondaires	Analyse descriptive	Sondage réalisé par TRPI	1 222 parents de jeunes de 18 à 24 ans et de 1 204 jeunes de 18 à 24 ans	É.-U.	Latino-américains de sept régions métropolitaines à forte concentration de personnes originaires d'Amérique latine	59 % des élèves du niveau postsecondaire avaient reçu de l'information sur l'aide financière pendant leurs années de scolarité (du jardin à la 12 ^e année) comparativement à 41 % des élèves qui auraient pu suivre des études postsecondaires. De manière similaire, 39 % des parents des étudiants de niveau postsecondaire avaient reçu de l'information sur l'aide, comparativement à 25 % parmi les étudiants potentiels. Environ la moitié des parents et des

Auteurs	Thème de la recherche	Méthodologie	Données	Échantillon	Pays	Population	Conclusions
							jeunes adultes préféraient recevoir de l'information sur l'aide de vive voix (p. ex. : corps enseignant / conseillères ou conseillers, représentantes ou représentants d'établissements postsecondaires).
Usher (2005)	Perceptions des coûts et avantages de l'université	Analyse descriptive	Sondage réalisé par Ipsos-Reid	1 055	Canada	Adultes	Les adultes de familles à faible revenu surestiment de 82 % le montant des frais de scolarité universitaire (comparativement à 33 % pour les familles à revenu élevé), sous-estiment de 36 % les gains d'un diplômé universitaire (comparativement à 33 % pour les familles à revenu élevé), et estiment que le rendement à vie des études universitaires est négatif.

Annexe B : Questions posées dans le test des connaissances sur l'aide financière aux étudiants (Kramer et coll., 2010)

Voici les sept questions et, entre parenthèses, la bonne réponse et le pourcentage total de répondants universitaires (pas seulement les bénéficiaires de prêts) qui ont répondu correctement :

- Les étudiants issus de familles à faible revenu sont admissibles à des subventions non remboursables octroyées par le gouvernement du Canada, même s'ils ne contractent pas un prêt. (Vrai; 50,4 %)
- Si vous êtes un étudiant de premier cycle, le gouvernement tient toujours compte du revenu de vos parents pour calculer si vous avez besoin d'un prêt. (Faux; 23 %)
- Tous les étudiants qui font une demande de prêt d'études auprès du gouvernement doivent d'abord subir une vérification de la solvabilité. (Varie selon le territoire, mais habituellement faux; 31 %)
- Il faut faire des études à temps plein pour recevoir un prêt ou une bourse du gouvernement pour les études postsecondaires. (Faux; 52 %)
- À quel moment, les bénéficiaires d'un prêt d'études canadien sont-ils tenus de commencer à le rembourser? (Six mois après l'obtention du diplôme; 49,7 %)
- À quel moment les intérêts sur le prêt d'études canadien commencent-ils à s'accumuler? (Immédiatement après l'obtention du diplôme; 23 %)
- Si vous avez de la difficulté à rembourser votre dette après l'obtention de votre diplôme, quel genre d'aide le gouvernement peut-il vous donner?
 - Plafonner les versements mensuels à 20 % de votre revenu total.
 - Étaler les remboursements sur une période pouvant aller jusqu'à 15 ans.
 - Éliminer l'obligation de faire des versements si votre revenu est très faible.
 - Aucune de ces réponses
 - Toutes ces réponses

(Toutes ces réponses, 20,7 %)

Annexe C : Description des programmes pertinents dans l'analyse du contexte

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
TuitionEdu, Decision Partners	Curriculum	É.-U.	Élèves du secondaire, en filière préparatoire aux examens d'entrée au collège	Coûts et avantages de l'EPS; options d'aide financière aux études et processus, gestion d'un budget	Apprentissage et évaluation multimédias en ligne, sur abonnement	Inconnu	Logiciel en ligne, autorisé sous licence, pour les écoles secondaires et milieux connexes; utilisé dans les écoles secondaires du Massachusetts et de la Caroline du Nord.	http://www.decisonpartners.org/index.cfm
Learning Money Matters, Personal Finance Education Group (PFEG)	Curriculum	4 000 écoles secondaires en Angleterre	1,8 million d'élèves du secondaire et leurs éducatrices et éducateurs	Gestion d'un budget, planification à long terme; intégration au programme d'études : dans les cours de maths, d'administration des affaires, d'éducation civique, etc.	Enseignement en salle de classe; formation du corps enseignant et ressources pour le programme d'études		Lancement en 2006 à titre d'initiative quinquennale par la FSA (ancien nom); publication en 2010 d'un guide sur les meilleures pratiques à l'intention des écoles : http://www.cfefuk.org.uk/pdfs/CFEB_Effective_Practice_Guide_July_2010.pdf . Est le plus efficace si dispensé en tant que cours autonome au lieu d'être réparti dans les cours du programme d'études, liens vers des exemples pertinents et événements d'actualité; en mars 2011, un comité parlementaire représentant tous les partis politiques mène une enquête sur l'enseignement obligatoire de l'éducation financière dans les écoles du R.-U.	http://www.pfeg.org/
Financial literacy 101, Decision Partners	Curriculum	É.-U. et Canada	Étudiants du niveau postsecondaire, en salle de classe et à l'extérieur	Gestion du budget, opérations bancaires, crédit et endettement, fraude, fixation d'objectifs, conseils personnalisés	Apprentissage et évaluation multimédias en ligne, sur abonnement; contenu modulaire (total 90 minutes); information en ligne, jeux-questionnaires, vidéos, calculatrices et page d'accueil personnelle	Inconnu	Logiciel en ligne, autorisé sous licence, utilisé pour les établissements postsecondaires et milieux connexes.	http://www.decisonpartners.org/financial_literacy.cfm

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
Jump\$tart national coalition	Curriculum; ressources	É.-U.	Enfants et jeunes, de la maternelle à la 12 ^e année	Varie d'un État à l'autre selon les exigences et les ressources; inclut la planification de l'EPS	Carrefour d'information en ligne, conférence et prix à l'échelle nationale		29 ressources dans le carrefour d'échange sur les « coûts des collèves ».	http://www.jumpsart.org/
Programme du quotidien <i>Toronto Star</i> pour le Fonds pour l'éducation des investisseurs : <i>How Do I Get There From Here?</i> et <i>Choices, Options and Goals</i> dans la trousse Smart Money	Curriculum; ressources	Ontario	Élèves de la 9 ^e à la 12 ^e année, en salle de classe	Planification de carrière, travail à son compte c. emploi, fixation d'objectifs, coûts directs et indirects de l'EPS, épargne pour l'EPS et intérêts composés, sources de revenus pour soutenir l'établissement d'un budget pendant les études secondaires, établissement d'un budget pour l'année d'études postsecondaires, prêts étudiants et remboursement, information sur le marché du travail, lancement sur le marché du travail, paie, rendement de l'EPS	Activités et outils pour la salle de classe; liens vers des ressources et des outils en ligne; utilisation du <i>Toronto Star</i> pour des renseignements illustratifs (cours requis pour poursuivre une carrière donnée, coût du logement, travail à temps partiel indiqué pour les élèves du niveau secondaire ou postsecondaire, événements d'actualité et politiques ayant une incidence sur le revenu des particuliers)		Peu ou pas d'information sur les conditions du PCPE ou du PCEE; la gestion de l'épargne et de l'endettement pour les études est traitée comme s'il s'agissait d'un simple élément d'actif ou de passif.	
Fonds pour l'éducation des investisseurs	Curriculum; ressources; éducation	Ontario	Élèves de la 9 ^e à la 12 ^e année, en salle de classe et à l'extérieur	Objectifs de carrière et ceux liés à l'EPS, outil de calcul du coût de l'EPS, options de financement de l'EPS; littératie financière générale : établissement et gestion d'un budget,	Matériel en ligne sur le programme-cadre pour le corps enseignant, vidéo en ligne, calculatrices et leçons interactives; jeux		Le Fonds dirige le comité consultatif du nouveau curriculum de l'Ontario.	http://www.getsmarteraboutmoney.ca/Pages/default.aspx_(en_anglais)

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
				crédit et endettement, droits des consommateurs, magasinage intelligent investir et épargner, gestion des petites entreprises	en ligne et outils interactifs, bourses d'études, présentations gratuites de Funny Money Inc. dans les écoles et trousse d'outils sur la littératie financière générale			
Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance, Autorité des marchés financiers (AMF)	Éducation	Collectivités au Québec	Jeunes âgés de 15 à 35 ans, qui fréquentent ou non l'école	Finances personnelles, prévention des fraudes, entrepreneuriat, gestion d'un budget, opérations bancaires	Ateliers de groupe	Inconnu	Série de projets financés depuis 2004 jusqu'à présent sous « éducation en matière de finances personnelles », financement pour la recherche et pour d'autres sous-thèmes en matière de littératie financière.	http://www.lautorite.gc.ca/en/index.html
Building Futures, ministère de l'Éducation du Manitoba	Éducation et curriculum	Manitoba	Élèves du Manitoba, à déterminer	À déterminer	Éducation en classe		En voie de planification avec la Fondation canadienne d'éducation économique; du perfectionnement professionnel pour le corps enseignant est prévu.	
Programme d'études, système public au Québec	Éducation et curriculum	Québec	Élèves du Québec	Consumérisme, établissement d'un budget et d'objectifs	Éducation en classe		Mis en évidence par le groupe de travail de l'Ontario.	
Ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, Programme expérience, poursuite et reprise des études pour les jeunes parents (EXPRESS)	Éducation et incitatif financier	Ontario	Jeunes parents célibataires bénéficiaires de l'aide sociale	À déterminer, aptitudes générales à la vie quotidienne, formation, fixation d'objectifs	Séances de groupe et counseling individuel	Inconnu	Jumelage avec les services de gestion cas du ministère et promesse précoce de subvention destinée aux études ou à la formation après l'obtention du diplôme d'études secondaires.	

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
Youth\$ave, Lutherwood CODA	Éducation accompagnée d'incitatif financier	Kitchener-Waterloo	Jeunes de 10 ^e année issus de familles à faible revenu ayant des résultats scolaires qui les rendent admissibles aux études universitaires	Établissement et gestion d'un budget, crédit et endettement, épargne, fixation d'objectifs, consumérisme	15 heures de formation ou d'encadrement, individualisé	Inconnu	Lancé en 2005; approximativement 12 élèves par année; appuyé par l'expérience de learn\$ave, inclut des économies de contrepartie dans un CPI à hauteur de 3:1 \$ sur 1 500 \$ épargnés avant l'obtention du diplôme d'études secondaires (total de 6 000 \$), fonds destinés uniquement à l'EPS.	
Prix <i>Financial Reality Check Award</i> décerné par le Fonds pour l'éducation des investisseurs en partenariat avec l'Ontario School Counsellors Association	Incitatif financier	Ontario	Élèves de 11 ^e et 12 ^e année	Coûts associés à l'EPS et options de financement, comparaison entre le coût du logement à la maison et hors du domicile, établissement d'un budget pendant l'EPS	Concours annuel décernant une bourse entre 300 \$ et 750 \$ au meilleur plan			
Exit counselling, Federal Student Aid, US	Information et éducation	É.-U.	Bénéficiaires de prêts étudiants du gouvernement fédéral	Conditions du prêt et ententes visant le remboursement, amnistie et options de remboursement, éviter les défauts de paiement, établissement d'un budget	Autoapprentissage en ligne obligatoire dans le cadre du processus d'emprunt, au moment de quitter l'école et de commencer à rembourser le prêt; jeux-questionnaires interactifs; information personnalisée sur les prêts; liens vers d'autres sites d'information	Inconnu	Obligatoire pour tous les emprunteurs depuis 2008 en vertu de la loi US Higher Education Opportunity Act; https://www.nslds.ed.gov/nslds_SA/SaEcTour.do?page=SaEcIntro2	https://www.nslds.ed.gov/nslds_SA/SaEcTour.do?page=SaEcIntro2

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL	
LaClikÉconomik.ca, ACFC	Site Web	Canada	Population générale tout en ciblant les jeunes de 15 à 29 ans	Gestion d'un budget, opérations bancaires, crédit, endettement	Information en ligne, jeux-questionnaires et calculatrices interactifs, vidéos multimédias, liens vers d'autres sites	Inconnu	Lien vers La Zone / The City	http://www.themoneybelt.gc.ca/home-accueil-fra.asp	
Tes Affaires.com, AMF	Site Web	Québec	Jeunes, éducatrices et éducateurs et parents du Québec	Fixation d'objectifs, planification financière, établissement d'un budget, épargne, choix de produits et services financiers	Information et ressources en ligne (outils de planification personnelle, de tenue de journal et calculatrices); liens vers d'autres sites et ressources	Inconnu		http://www.tesaffaires.com	
Ressources pédagogiques, Retireement Commission	Curriculum	Nouvelle-Zélande	Élèves du secondaire	Établissement et gestion d'un budget, planification, retraite, hypothèques, cartes de crédit	Ressources pour appuyer l'enseignement en classe; cahier d'exercices, documentation et multimédias pour le corps enseignant	Évaluation du projet pilote en 2008; http://www.retirement.org.nz/files/retirement-files/What%20we%20do/Final_report_PFE.pdf ;	La littératie financière fait partie du curriculum national de la 1 ^e à la 13 ^e année.	principaux obstacles à l'enseignement des finances personnelles en salle de classe : confiance du corps enseignant, accès limité aux ressources et faible priorité par rapport aux autres attentes	http://www.financialliteracy.org.nz/education-resources/schools

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
						du curriculum		
Planning 10 (ressources en finances personnelles), BC Securities Commission	Curriculum; ressources	C.-B.	Élèves de 10 ^e année en salle de classe, cours obligatoire du curriculum	Thèmes financiers liés à The City / La Zone; le cours aborde aussi la planification de carrière, la santé et l'achèvement des études. Ajout de la rédaction d'un plan financier personnel depuis 2007-2008.	Enseignement en ligne et en salle de classe; autoapprentissage en ligne et appui pour les activités en salle de classe (classeur pour le corps enseignant et téléchargements réservés aux membres); perfectionnement professionnel pour les enseignants de C.-B.	Sondages périodiques sur la satisfaction des enseignants et des élèves; comparaison des résultats du sondage BC Graduate Outcomes Survey du district de Kelowna de 2006 et de 2008; il y a eu une chute des effectifs au niveau postsecondaire à Kelowna entre 2006 et 2008 mais on signale l'épargne-études	Forme la base de The City / La Zone avec FCAC / ACFC; élaboré en 2003 par le corps enseignant de C.-B. et la BCSC; lancé en novembre 2004; 1 000 enseignants ont demandé des ressources, formation de 430 enseignants, utilisation par 59 des 60 districts scolaires, une hausse de 60 % à 91 %.	
La Zone, ACFC	Curriculum; formation des formateurs	À travers le Canada	Élèves de 10 ^e année	Opérations bancaires, crédit, emprunter, investir, établir un budget, rester informé, planification de l'EPS et d'autres objectifs, préparation d'un plan financier détaillé au moment de quitter l'école secondaire, autoévaluation	Enseignement en salle de classe et virtuel; inscription à 11 modules accompagnés de documentation imprimable, de multimédias en ligne, de plans de leçons; gratuit en français et en anglais	Peut ne pas être rendu publique	Cyberconférences pour la formation du corps enseignant.	http://www.themoneybelt.gc.ca/theCity-laZone/fra/ouverture-fra.aspx
Passeport pour ma réussite	Éducation et conseils avec	Région du grand	Jeunes à faible revenu au	Objectifs liés à la carrière et à l'EPS,	Ateliers de groupe et	RCI pour le site pilote de	Inclut des présentations par des institutions financières et des	

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
	incitatif financier	Toronto (4 sites), Ottawa, Halifax, Hamilton, Winnipeg, Montréal, Kitchener et Kingston	secondaire (9 ^e année, 7 ^e année au Québec) et leurs parents ou tuteurs	coûts de l'EPS et options de financement, aide pour remplir les demandes du PCPE / RAFEO, visites des campus, compétences liées à l'emploi, mentorat de carrière; suivi pendant 2 ans après les études secondaires	counseling individuel	Regent Park de 2001 à 2009 (8 cohortes) : chute du décrochage au secondaire (56 % à 12 %), hausse de la participation à l'EPS (20 % à 80 %) et de la persévérance au niveau de l'EPS (95 %)	établissements postsecondaires; jumelage avec d'autres avantages et initiatives de mentorat/tutorat de Passeport ainsi qu'une promesse de bourse précoce de 1 000 \$ par année de participation au programme jusqu'à concurrence de 4 000 \$; aide financière pour la participation (billets de transports en commun et bons-repas)	
Ministère de l'Éducation de l'Ontario	Éducation et curriculum	Ontario	Élèves des paliers élémentaire et secondaire, début à l'automne 2011	À déterminer selon les recommandations du Groupe de travail sur la littératie financière; inclura sans doute « la vie après les études secondaires »; la discussion sur la nécessité d'un lien entre l'enseignement en classe et le contexte plus large met en évidence les événements sociaux, économiques et politiques actuels et le développement éthique; prend appui sur les points d'intégration au programme d'études actuels notamment en mathématiques, affaires et commerce	Enseignement en salle de classe pour les élèves du secondaire en Ontario	Éventuellement dans le cadre du processus d'examen du curriculum provincial	Recommandations demandant aussi de prévoir des ressources et de la formation pour le corps enseignant, recours à la technologie.	http://www.edu.gov.on.ca/fre/surveyLiteracy.html
Career Trek, mentorat de carrière et	Éducation et incitatif financier	Winnipeg, Brandon et quelques	Élèves à faible revenu de 6 ^e année (Phase 1 et	Planification de carrière et mentorat, objectifs de l'EPS et avantages	Mentorat et apprentissage appliqué par des	Étude longitudinale des participants	Bourses d'études annuelles décernées par le fournisseur de REEE et le gouvernement du Manitoba pour certains	http://www.careertrek.ca/Home.aspx

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
programmes de bourses d'études		collectivités des Premières nations	programmes Westman), de 9 ^e année (Phase 2 pilote) et leurs familles; mères adolescentes entre 14 et 19 ans faisant des études secondaires		visites structurées à des lieux de travail et des campus postsecondaires partenaires	menée par des chercheurs de l'Université du Manitoba et de l'université de Winnipeg; participation estimative à l'EPS de 90 % pour les finissants du programme	participants qui commencent des études postsecondaires.	
Youth Fair Gains/Money Management, Momentum	Éducation avec incitatif financier	Calgary	Jeunes entre 16 et 21 ans dont le revenu du ménage est faible; approximativement 80 clients par année	Gestion d'un budget, opérations bancaires, crédit, endettement, fraude, droits des consommateurs, choisir un produit, fixer des objectifs, établissement d'un budget, séances d'information StartSmart sur les REEE	Ateliers de groupes organisés régulièrement au cours du mois; approche modulaire; 2 heures à la fois, en après-midi et en soirée	Rendement social et étude de cas pour la composante d'épargne de contrepartie, pas pour la composante Money Management	Appuyé par l'expérience du projet \$avoir en banque (learn\$ave), inclut les économies de contrepartie du CPI; les économies peuvent servir à l'EPS, la formation professionnelle, les outils pour l'emploi, la micro-entreprise, l'épargne pour les études d'enfants à charge et l'accession à la propriété.	http://www.moneymanagement.org/programs/money/youth-fair-gains
Projet pilote sur le counseling au début et à la fin du programme, Programme canadien de prêts aux étudiants, RHDC et le gouvernement de la C.-B.	Information et éducation	C.-B.	Cohorte de jeunes de la C.-B. qui ont contracté un prêt pendant la phase pilote de 2010 à ?	Module du début : planification et coût des études, information sur les prêts, établissement d'un budget, éviter les défauts de paiement. Module de la fin : sources de revenu, entente et options de remboursement, éviter les défauts de paiement	Projet pilote d'autoapprentissage en ligne obligatoire dans le cadre du processus de prêts	Assignation aléatoire à double insu, en cours d'élaboration	Pourrait être élargi pour incorporer tous les demandeurs du PCPE en fonction des résultats du projet pilote; l'objectif clé est de réduire les défauts de paiement.	
Young People and Money, Consumer Financial Education Body, avec des	Curriculum; formation des formateurs	Royaume-Uni	Formation de jeunes (non employés, ne faisant pas d'études ou de formation) par 20	Endettement, opérations bancaires, gestion d'un budget	Formation d'une journée		Visé à inclure la formation en matière de littératie financière aux activités d'organismes desservant les jeunes, en incorporant cette matière aux possibilités formelles ou informelles d'apprentissage. Option d'approfondir la formation du	http://www.yfam.org/

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
partenaires à l'échelle nationale tel que Citizens Advice			000 membres du personnel d'organismes desservant les jeunes				personnel par un cours d'un jour intitulé <i>Money Mastery</i> .	
Money for Life, Consumer Financial Education Body et Lloyd's Banking Group	Curriculum; formation des formateurs	Royaume-Uni	Population étudiante des collèges par l'intermédiaire du personnel des services aux étudiantes et étudiants	Formation accréditée sur la gestion d'un budget	À déterminer	À déterminer	Curriculum pas encore affiché; doit être élaboré en fonction de l'information tirée d'une série de groupes de discussion qui se sont tenus à travers le pays; formation du personnel de Lloyd's Banking pour promouvoir la participation dans des programmes communautaires pertinents.	http://www.moneyforlifeprogramme.org.uk/
Notions de base en matière financière, partenariat entre l'ACFC, le Fonds pour l'éducation des investisseurs et l'Association des collèges communautaires du Canada et Ellen Roseman	Curriculum; formation des formateurs; éducation	10 collèges comm. au Canada; 5 en Ontario	Effectifs des collèges communautaires sur le campus	Gestion d'un budget, fraude, épargne, crédit et endettement	Ateliers de groupe	Inconnu	Lancé en février 2011; en anglais et en français; présenté au collège Algonquin en cours du soir de 3 heures pour 20 \$; présenté au collège Conestoga en cours de 6 heures pour 20 \$ au programme de la formation continue.	
Teaching Financial Literacy, Australian Securities and Investments Commission	Site Web et formation du corps enseignant	Australie	Corps enseignant (écoles)	Autoapprentissage des mécanismes visant à ajouter la littératie financière à l'enseignement en classe; carrefour interrogeable de ressources qui appuient l'enseignement en classe	Cours en lignes de 3 heures, multimédias, liens vers des ressources extérieures		30 ressources ciblant les dernières années des études secondaires; aucune d'entre elles ne semble être axée sur la planification des études.	http://teachingfinancialliteracy.gov.au/default.asp?id=3037
La Zone / The City, adapté pour	Curriculum; ressources;	100 collectivités à	100 organismes desservant les	<i>Ibid.</i>	Ateliers de groupe	En cours	Formation des formateurs assurée par le CCEF; certaines modifications ont été	http://www.theccf.ca/About-

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
un milieu non scolaire, Centre canadien pour l'éducation financière (CCEF)	formation des formateurs	travers le Canada	jeunes				apportées au programme d'études pour rendre les exemples et le contenu plus pertinents pour les jeunes à risque.	CCFL.aspx http://www.theccfl.ca/Accueil.aspx
Money Doctors, Consumer Financial Education Body	Curriculum; formation des formateurs	Royaume-Uni	Étudiants universitaires dans le cadre de counseling par les pairs, dispensé dans les locaux des services aux étudiants et des associations étudiantes	Information et conseils personnalisés sur la gestion d'un budget, tout particulièrement l'établissement d'un budget et la gestion de l'endettement; la documentation du programme aborde l'établissement d'un budget, les impôts, la planification des voyages, le logement	Counseling individuel par des pairs ou dans des ateliers de groupe sur le campus	Estime que la moitié des universités au R.-U. utilisent le programme et que 58 000 étudiants ont été desservis. Perceptions positives parmi les utilisateurs et sentiment de maîtrise accrue sur les finances personnelles. http://www.cfebuk.org.uk/pdfs/money_doctors_evaluation.pdf	Visé principalement la prévention des difficultés financières; le modèle laisse entendre une incidence sur la poursuite des études postsecondaires et les aptitudes financières à long terme.	http://www.cfebuk.org.uk/our-work/higher_education/index.shtml
Divers initiatives dans le cadre du programme Sensibilisation dans les communautés sur l'épargne-études de RHDC	Information et éducation	À travers le Canada	Parents ayant des enfants	Initiatives à caractère communautaire pour promouvoir le recours aux programmes et incitatifs pour l'épargne-études	Divers	En cours	Vaste éventail de programmes financés en 2 à 3 phases; ciblent les parents plutôt que les enfants ou les jeunes.	
www.getsmarteraboutmoney.ca , site Web du Fonds pour l'éducation des investisseurs	Site Web	Ontario	Large	Établissement d'un budget d'étudiant, crédit et endettement, épargne-études, coûts de l'EPS, crédit d'impôt pour études, REEE,	Information et outils en ligne, liens vers des sites Web extérieurs par étapes de la vie			

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
				fraude	(<i>Life After Highschool</i> et <i>Getting an Education</i>); trousse en ligne « Money essentials », études de cas et brochures en ligne ou imprimées			
MoneySmart, Australian Securities and Investments Commission	Site Web	Australie	Les moins de 25 ans, élèves du secondaire et leur famille; portée générale	Coûts des études, établissement d'un budget, options de financement des études, gestion et établissement d'un budget, épargne; endettement pour les études et remboursement	Information en ligne, répartition par âge (moins de 25 ans) et non par événement de la vie, liens vers des sources extérieures d'information sur la planification des études, information sur le marché du travail et la planification de carrière		Fait partie d'un site Web plus important à guichet unique sur la littératie financière en Australie; information très limitée.	http://www.moneysmart.gov.au/tools-and-resources/information-for-under-25s
Sorted.org.nz, Retirement Commission	Site Web	Nouvelle-Zélande	Large	Coûts et avantages de l'éducation, gestion et établissement d'un budget, prêts étudiants, options de financement, remboursement de la dette	Information en ligne; peut être personnalisé par l'ouverture d'une session sécuritaire	Seulement pour le site global	Fait partie d'un site Web plus important à guichet unique sur la littératie financière en Nouvelle-Zélande.	http://www.sorted.org.nz/life-stages/students
Cibleétudes	Site Web	Canada	Générale	Coûts de l'EPS et options de financement; information sur le marché du travail et la	Information en ligne, jeux-questionnaires interactifs et calculatrices,	Inconnu	Élaboré par RHDCC avec la collaboration des gouvernements provinciaux et territoriaux et d'organismes d'apprentissage et d'éducation à l'échelle nationale et régionale; service à guichet	www.cibleetudes.ca

Nom de l'initiative	Genre d'initiative	Lieu	Population cible	Thèmes	Format	Évaluation	Autres notes	URL
				planification des études	vidéos multimédias; inclut un outil de recherche pour les programmes d'études et les fournisseurs, un outil de recherche de bourses, un estimateur de remboursement de prêt, un estimateur d'aide financière dans le cadre du PCPE		unique pour la planification des études.	

Bibliographie

- AGENCE DE LA CONSOMMATION EN MATIÈRE FINANCIÈRE DU CANADA. *Aller de l'avant en matière de littératie financière. Rapport de synthèse sur Vers les sommets : Conférence canadienne sur l'éducation financière*, Gouvernement du Canada, 2008.
- ATKINSON, A., S. MCKAY, E. KEMPSON et S. COLLARD. *Levels of Financial Capability in the UK: Results of a Baseline Survey*, Government of the United Kingdom, Financial Service Authority, 2006.
- ACUMEN RESEARCH GROUP. *Perceptions concernant les coûts et les avantages d'une formation postsecondaire sont-elles importantes? Rapport sommatif du programme de recherche intitulé Élaboration de mesures d'évaluation des perceptions du rendement de l'investissement dans des études postsecondaires*, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 2008.
- BETTINGER, E.P., B.T. LONG, P. OREOPOULOS et L. SANBONMATSU. *The Role of Simplification and Information in College Decisions: Results from the H&R Block FAFSA Experiment*, National Bureau of Economic Research Working Paper No. 15361, 2009.
- BRAUNSTEIN, S., et C. WELCH. « Financial Literacy: An Overview of Practice, Research and Policy », *Federal Reserve Bulletin*, n° 88, Novembre 2002, p. 445-457.
- BROWN, S., A. ORTIZ et K. TAYLOR. *Educational Attainment and Risk Preference*, Sheffield University, Economic Research Paper Series No. 2006002, 2001.
- CABRERA, A.F., et S.M. La Nasa. *On the Path to College: Three Critical Tasks Facing America's Disadvantaged*, Pennsylvania State University, Center for the Study of Higher Education Working Paper, 2000.
- CARD, D. « Estimating the Returns to Schooling: Progress on Some Persistent Econometric Problems », *Econometrica*, vol. 69, n° 5, 2000, p. 1127–1160.
- CHOO, C. « Environmental Scanning as Information Seeking and Organizational Learning », *Information Research*, vol. 7, n° 1, 2001.
- CLINEDINST, M., et M.L. DE LA ROSA. *Balancing Acts: How High School Counselors View Risks and Opportunities of Student Loans*, National Association for College Admission Counseling and Project on Student Debt, 2007.
- COOPER, H. *Synthesizing Research: a Guide for Literature Reviews*, SAGE Publications, 1998.
- CULNAN, M. « Environmental Scanning: The Effects of Task Complexity and Source Accessibility on Information Gathering Behaviour », *Decision Sciences*, vol. 14, n° 2, 1983, p. 194-206.
- DYNARSKI, S., et J.E. SCOTT-CLAYTON. *Complexity and Targeting in Federal Student Aid: A Quantitative Analysis*, Harvard University, Kennedy School of Government Research Working Paper Series No. RWP08-005, 2008.

- EKOS. *2009 Survey of Canadian Youth. Final Report*, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Programme canadien de prêts aux étudiants, 2009.
- EKSTROM, R.B. *Attitudes Toward Borrowing and Participation in Postsecondary Education*, New York College Entrance Examination Board, College Board Report No. 92-6, 1992.
- FLINT, T.A. « Early Awareness of College Financial Aid: Does it Expand Choice », *The Review of Higher Education*, vol. 16, n° 3, 1993, p. 309-327.
- FRENETTE, M. *Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université? Analyse fondée sur les aptitudes aux études, l'influence des parents et les contraintes financières*, Statistique Canada, N° de catalogue 11F0019MIF - No 295, 2007.
- FRENETTE, M. *L'allègement de la dette est-il aussi avantageux que les liquidités? L'incidence d'une éventuelle dette d'études sur la poursuite des études postsecondaires chez les jeunes à faibles revenus* », Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences, Rapport de recherche n° 76, 2011.
- GROUPE DE TRAVAIL SUR LA LITTÉRATIE FINANCIÈRE. *Les Canadiens et leur argent : Pour bâtir un avenir financier plus prometteur. Rapport de recommandations sur la littératie financière*, Gouvernement du Canada, Ministère des Finances, 2011.
- HOGARTH, J.M., M. HILGERT et S. BEVERLY. « Household Financial Management: The Connection Between Knowledge and Behavior », *Federal Reserve Bulletin*, n° 89, Juillet 2003, p. 309-322.
- HORN, L.J., X. CHEN et C. CHAPMAN. *Getting Ready to Pay for College: What Students and Their Parents Know about the Cost of College Tuition and What They Are Doing to find Out*, U.S. Department of Education, National Center for Education Statistics, No. 2003030, 2003.
- IKENBERRY, S.O., et T.W. HARTLE. *Taking Stock: How Americans Judge Quality, Affordability, and Leadership at U.S. Colleges and Universities*, American Council on Education, 2000.
- KEFALAS, A., et P. SCHODERBEK. « Scanning the Business Environment: Some Empirical Results », *Decision Sciences*, vol. 4, n° 1, 1973, p. 63-74.
- KRAMER, M., J. ROGERS et E. KAZNOWSKA. *The Illiteracy of the Literate: The Lack of Financial Aid Knowledge among Canadian University Students*, Alliance canadienne des associations étudiantes, 2010.
- LECKIE, N., T. S.-W. HUI, D. TATTRIE, J.ROBSON et J.-P. VOYER. *Learning to Save, Saving to Learn: Final Report of the learn\$ave Individual Development Accounts Project*, Social Research and Demonstration Corporation, 2010.

- NEXUS. *Graduate Outcomes Survey*, School District No. 23 (Central Okanagan) et British Columbia Securities Commission, sans date.
- OLSON, L., et R.A. ROSENFELD. « Parents and the Process of Gaining Access to Student Financial Aid », *The Journal of Higher Education*, vol. 55, n° 4, 1984, p. 455-480.
- OREOPOULOS, P., et R. DUNN. *Information and College Costs: Evidence from a Randomized Field Experiment*, 2010 (polycopie non publiée).
- PALAMETA, B., et J.P. VOYER. *Volonté des groupes sous-représentés de payer leurs études postsecondaires (rapport)*, Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, 2010.
- PLANK, S.B., et W.J. JORDAN. « Effects of Information, guidance, and Actions on Postsecondary Destinations: A Study of Talent Loss », *American Educational Research Journal*, vol. 38, n° 4, 2001, p. 947-979.
- PRAIRIE RESEARCH ASSOCIATES. *Undergraduate Student Survey 2008: Master Report*, Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires, 2008.
- ROBSON, J. *Capacité financière et pauvreté : document de discussion*, Gouvernement du Canada, Projet de recherche sur les politiques, 2004.
- ROBSON, J., et P. KUKACKA. *Research on the Supply of Financial Literacy Products and Services in Canada*, Social and Enterprise Development Innovations, 2005.
- ROBSON, J., B. GOSSE et P. KUCKAKA. *Financial Literacy Products and Services: Preferences Among Vulnerable Populations - Understanding consumer preferences among low-income Canadians*, Social and Enterprise Development Innovations, 2007.
- SEDAIE, B. « Economic Literacy and the Intention to Attend College », *Research in Higher Education*, vol. 39, n° 3, 1998, p. 337-364.
- SALGANIK, M.J., et D.D. HECKATHORN. « Sampling and Estimation in Hidden Populations Using Respondent-Driven Sampling », *Sociological Methodology*, vol. 34, n° 1, 2004, p.193-239.
- SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS. *Financial Capability and Poverty: A Discussion Paper*, Gouvernement du Canada, Projet de recherche sur les politiques, 2004.
- SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS. *Financial Literacy: Resources for Newcomers to Canada*, 2008a.
- SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS. *Financial Literacy: Resources for Persons with Disabilities*, 2008b.

- STATISTIQUE CANADA. « Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet », *Le Quotidien*, mai 2010.
- THOMAS, P. « Environmental Scanning - The State of the Art », *Long Range Planning*, vol. 13, n° 1, 1980, p. 20-28.
- TOMÁS RIVERA POLICY INSTITUTE AT UNIVERSITY OF SOUTHERN CALIFORNIA. *Caught in the Financial Aid Information Divide: A National Survey of Latino Perspectives on Financial Aid*, The Sallie Mae Fund, 2004.
- TVERSKY, A., et D. KAHNEMAN. « Judgment Under Uncertainty: Heuristics and Biases », *Science*, vol. 185, n° 4157, 1984, p. 1124-1130.
- TVERSKY, A., et D. KAHNEMAN. « The Framing of Decisions and the Psychology of Choice », *Science*, vol. 211, n° 4481, 1981, p. 453-458.
- USHER, A. *A Little Knowledge is a Dangerous Thing*, Educational Policy Institute, Canadian Education Report Series, 2005.

